

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024

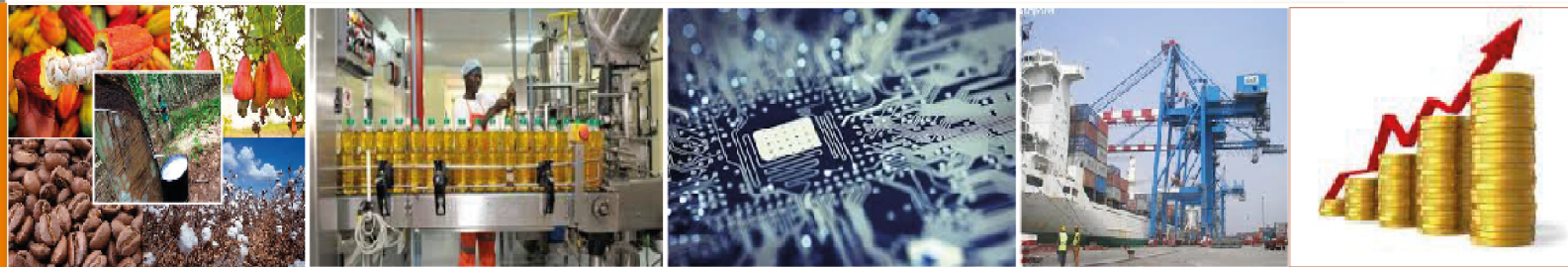




République de Côte d'Ivoire
Union - Discipline - Travail



Comité de Concertation État/Secteur Privé



Secrétariat Exécutif

+225 27 20 242 056

+225 27 20 242 057

comiteconcertation@yahoo.fr

ccespalecoute.ci

www.ccesp.ci

ENSEMBLE POUR UNE ÉCONOMIE PERFORMANTE

SOMMAIRE

ABREVIATIONS	04
INTRODUCTION	06
PRESENTATION DU CCESP	07
I / PRISE EN CHARGE DES PRÉOCCUPATIONS DU SECTEUR PRIVÉ	09
ACTIVITÉS DES GROUPES DE TRAVAIL	10
SUIVI DES PRÉOCCUPATIONS URGENTES ET AUTRES DOSSIERS :	11
PROGRAMME PEPITE	13
GESTION DES SAISINES DES ENTREPRISES	13
II/ ANIMATION DU DIALOGUE PUBLIC PRIVE	15
LES VISITES INSTITUTIONNELLES DU SE-CCESP	16
ANIMATION DU RÉSEAU DES POINTS FOCALUX	18
LES RENCONTRES SECTORIELLES	18
ACTIVITÉS DES COMITÉS LOCAUX DE CONCERTATION ETAT SECTEUR PRIVÉ	19
ANIMATION DES CADRES PARITAIRES SECTORIELS ETAT/SECTEUR PRIVÉ	27
LES RENCONTRES « BUSINESS TO GOVERNMENT »	28
SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA JOURNÉE NATIONALE DE PARTENARIAT ETAT/ SECTEUR PRIVÉ (ÉDITION 2023)	29

PREMIÈRE ÉDITION DE BUSINESS FOR GENDER (B4GENDER)	30
III/ CONTRIBUTION A LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE	31
RÉALISATION D'ÉTUDES PORTANT SUR LE SECTEUR PRIVÉ	32
CONTRIBUTION À LA RÉALISATION D'ÉTUDES PORTANT SUR LE SECTEUR PRIVÉ	34
IV/ COMMUNICATION DU CCESP	39
TWINS MAGAZINES	40
STATISTIQUES SUR L'ANIMATION DES PLATEFORMES DE COMMUNICATION	43
TAILLE, LOCALISATION ET GENRE DE L'AUDIENCE	44
PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS DES PARTENAIRES	45
V/ PROMOTION DU DIALOGUE PUBLIC PRIVÉ EN AFRIQUE	61
VISITE DU COMITÉ DE CONCERTATION ETAT SECTEUR PRIVÉ DU TOGO DU 28 OCTOBRE AU 1ER NOVEMBRE 2024.	62
SUIVI DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE DE DPP	63
PERSPECTIVES 2025	64
CONCLUSION	65



CCESP
Comité de Concertation
Etat/Secteur Privé

Votre **Portail Digital**
est maintenant disponible

*Plateforme dédiée aux opérateurs économiques et à la gestion de leurs préoccupations



ABREVIATIONS

CCI-CI	Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
CGECI	Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire
CNACI	Chambre Nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire
CNMCI	Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire
FIPME	Fédération Nationale des Petites et Moyennes Entreprises
CTC	Comité Technique de Concertation
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGI	Direction Générale des Impôts
DGD	Direction Générale des Douanes
IGF	Inspection Générale des Finances
BIC	Bénéfice Industriel et Commercial
EIES	Etudes d'Impact Environnemental et Social
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
GUCE	Guichet Unique du Commerce Extérieur
TIG	Taxe d'Intérêt Général
CDR	Contribution au Développement Rural
FODI	Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles
AGEDI	Agence de Gestion et Développement des Infrastructures Industrielles
FNISCI	Fédération Nationale des Industries et Services de Côte d'Ivoire
TCI	Taxe Conjoncturelle d'Importation
CCM	Communication en Conseil des Ministres
SE-CCESP	Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat – Secteur Privé
GPMCI	Groupement Professionnel des Miniers de Côte d'Ivoire
SYNEBACI	Syndicat des Entrepreneurs en Bâtiment de Côte d'Ivoire
UNETEL CI	Union Nationale des Entreprises de Télécommunication de Côte d'Ivoire
EME	Emetteurs de Monnaie Electronique
CSMOCI	Conseil Supérieur des Métiers de l'Optique de Côte d'Ivoire
MUGEFCI	Mutuelle Générale des Fonctionnaires et Agents de l'Etat de Côte d'Ivoire
MUPEMENE-T - CI	Mutuelle des Personnels du Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique de Côte d'Ivoire
AERIA	Aéroport International Félix Houphouët Boigny
DGTTC	Direction Générale du Transport Terrestre et de la Circulation
ASECNA	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar

ABREVIATIONS

SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique
DGAMP	Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires
TEE	Taxe sur les l'Exploitation des Embarcations
FOPAO	Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest
PARCSI	Programme d'Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel
B2G	Business to Government
UGECI	Union des Grandes Entreprises industrielles de Côte d'Ivoire
OCOD	Observatoire de la Célérité des Opérations de Dédouanement
SNDPP	Stratégie Nationale du Dialogue Public Privé
PLDPP	Plateforme Locale du Dialogue Public Privé
DPP	Dialogue Public Privé
FNIH	Fédération Nationale de l'Industrie Hôtelière
CLCESP	Comité Local de Concertation Etat – Secteur Privé
ONCE	Observatoire Nationale sur la Compétitivité des Entreprises
ACE	Comité d'Analyse de la Conjoncture Economique
CPC	Cadre Permanent de Concertation sur la commande publique
GTSRE	Groupe de Travail sur le Système de Récépissé d'Entrepôt
ARRE	Autorité de Régulation des Récépissés d'Entrepôt
APBEFCI	Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire
CCC	Conseil Café Cacao
CCA	Conseil Coton Anacarde
SFI	Société Financière Internationale
ISO	Organisation Internationale de la normalisation
COMTEC – CEDEAO	Comité de Gestion du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO
COM TVA	Comité de suivi des remboursements des Crédits de TVA
VOC	Programme de Vérification de la Conformité des marchandises
COC	Certificat de Conformité des marchandises
PNQ	Politique Nationale de la Qualité
CAPEC	Cellule d'Analyse des Politiques Economiques du CIREC
ACPCI	Association des Cliniques Privées de Côte d'Ivoire
PAO	Plan d'Action Opérationnel
AFPI	Initiative Africaine des Politiques d'Inclusion Financière
SITA	Salon International du Tourisme d'Abidjan
PRIME	Programme national d'Appui aux réformes institutionnelles et de la Modernisation de l'Etat

INTRODUCTION

L'ambition du Gouvernement ivoirien est de maintenir pour les prochaines années, une croissance économique forte, inclusive, créatrice d'emplois et respectueuse de l'environnement à travers l'accroissement substantiel du taux d'investissement privé (25-30%). A cet égard, le renforcement de la relation privilégiée avec le Secteur Privé dans le cadre d'un Dialogue Public Privé national inclusif et efficace reste un levier clé afin de créer les conditions les plus optimales pour le développement de l'activité économique en Côte d'Ivoire.

Fort de cet impératif, l'année 2024 a été l'occasion pour le Comité de Concertation Etat Secteur Privé de poursuivre la dynamique de consolidation des interactions entre les pouvoirs publics et les milieux d'affaires aussi bien au niveau central, sectoriel que local.

Ainsi, au niveau central, un suivi renforcé des problématiques du Secteur Privé à travers les consultations techniques, le suivi de l'activité de groupes de travail, la conduite de plaidoyers et la mise en place d'une plateforme de cadres paritaires a contribué à enregistrer des avancées significatives sur les préoccupations du Secteur Privé.

Au niveau sectoriel, il a été achevé le processus de dialogue sectoriel dans les mines, le pétrole et l'énergie permettant de fournir des orientations pertinentes dans le cadre de la première édition du Salon de l'Industrie Extractive (SIRIEX 2024) et d'enrichir les travaux devant aboutir à des cadres normatifs sectoriels adaptés, notamment en ce qui concerne le nouveau code des mines ivoirien.

Au niveau local, le dispositif des comités locaux de Concertation Etat Secteur Privé s'est davantage renforcé à travers l'accélération des travaux au sein des différentes plateformes à San Pédro et Bouaké, et avec comme avancée majeure, le lancement des activités du Comité Local de Concertation Etat Secteur Privé de Korhogo.

Au terme de la gestion 2024, il convient de dresser le bilan des activités exécutées. La réalisation du rapport annuel d'activité est un engagement important pour le CCESP car relevant non seulement d'une obligation réglementaire mais également constituant une occasion de rendre compte aux parties prenantes, des principaux acquis du partenariat Etat Secteur Privé, ainsi que des perspectives.

Il s'agit en l'occurrence des :

- membres du Conseil de Concertation ;
- membres du Comité Technique de Concertation ;
- membres du réseau des points focaux ; structures partenaires du CCESP (administration publique, secteur privé, partenaires techniques et financiers, société civile, presse...).
- membres des CLCESP (San pédro, Bouaké, Korhogo.)

Le présent rapport d'activités s'articule autour des orientations qui concourent à la réalisation des missions du CCESP :

- Orientation 1 : Prise en charge des préoccupations du Secteur Privé.**
- Orientation 2 : Animation du Dialogue Public Privé**
- Orientation 3 : Contribution à la Politique de Développement du Secteur Privé**
- Orientation 4 : Communication du CCESP**
- Orientation 5 : Promotion du Dialogue Public Privé Régional**

PRESENTATION DU CCESP

Le Comité de Concertation État Secteur Privé est l'instance nationale de conciliation, de médiation et de décision entre l'État et le Secteur Privé, redynamisé par décret n°2013-462 du 19 juin 2013 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité.

Spécifiquement, le Comité de Concertation État Secteur Privé a pour missions de :

- **organiser la concertation entre l'État et le Secteur Privé** autour des préoccupations du Secteur Privé ;
- **favoriser la consultation à priori** sur toute décision importante du Gouvernement, susceptible d'affecter de façon substantielle le déroulement harmonieux des activités économiques ;
- **mener des réflexions** sur toutes les questions intéressant le développement du Secteur Privé et contribuer à l'élaboration de la politique de promotion du Secteur Privé
- **veiller à la qualité du partenariat entre l'État et le Secteur Privé** à travers le suivi du climat des affaires et le niveau de satisfaction du Secteur Privé.

Le Comité de Concertation État Secteur Privé est placé sous la haute autorité du Premier Ministre et la tutelle administrative du Ministère de l'Économie et des Finances et du Ministère en charge de l'Industrie.

Ses organes sont :

- le Conseil de Concertation présidé par le Premier Ministre, composé de vingt-deux (22) membres statutaires (Membres du Gouvernement et présidents de faitières du Secteur Privé) ;
- le Comité Technique de Concertation, présidé par le Ministre de l'Économie et des Finances, composé vingt-deux (21) membres statutaires (Membres du Gouvernement et présidents de faitières du Secteur Privé);
- le Secrétariat Exécutif, l'organe opérationnel de coordination technique et de gestion administrative et financière, composé d'experts indépendants et de cadres de l'administration spécialisés sur les questions de développement du Secteur Privé.



Monsieur Robert BEUGRE MAMBE

Premier Ministre , Chef du Gouvernement,
Président du Conseil de Concertation (CC)



Monsieur Adama COULIBALY,

Ministre des Finances et du Budget, Président
du Comité Technique de Concertation (CTC)



Monsieur Souleymane DIARRASSOUBA

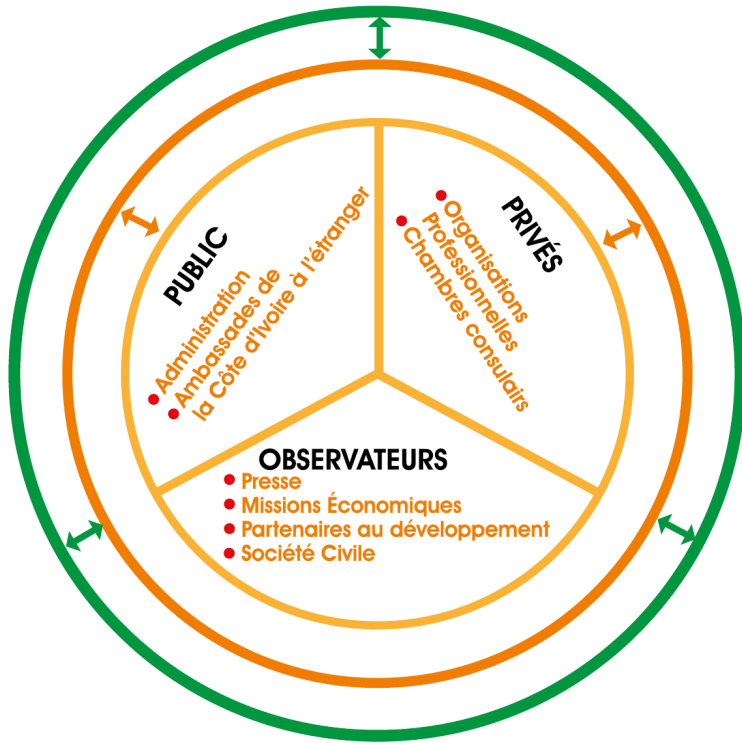
Ministre du Commerce et de l'Industrie
1er Vice-président du Comité Technique de
Concertation (CTC)



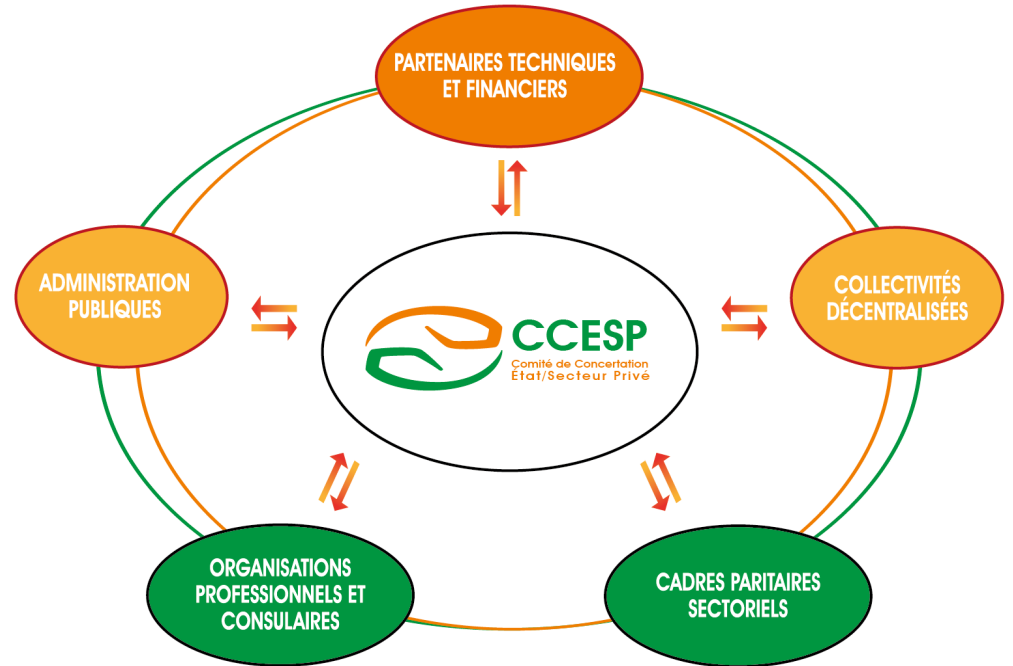
Madame Mariam FADIGA FOFANA

Secrétaire Exécutif du Comité de Concertation
Etat Secteur Privé

GESTION DU FLUX D'INFORMATION



PLATEFORME NATIONALE DU DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ



Conseil de Concertation (CC)

Comité Technique de Concertation (CTC)

Le Réseau des Points Focaux du secretariat Exécutif

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire. (CGECI)



Fédération Ivoirienne des PME. (FIPME)



Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers. (APBEF-CI)

Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte 'Ivoire (CCI-CI)



Chambre Nationale d'Agriculture de Côte 'Ivoire (CNAC)



Chambre Nationale des Métiers de Côte 'Ivoire (CNM-CI)



01

**PRISE EN CHARGE
DES PRÉOCCUPATIONS
DU SECTEUR PRIVÉ**

Activités des Groupes de Travail

L'année 2024 a été marquée par le suivi des avancées des résolutions des groupes de travail mis en place par la Primature en 2021. A cet effet, une rencontre a été organisée le 11 avril 2024 avec les administrations concernées (dans le cadre de travaux préparatoires du Comité Technique de Concertation) ainsi que le recueil des avancées par correspondance avec lesdites administrations.

Les avancées se présentent comme suit :

- **Au titre du Groupe de travail sur les délais de paiement des créances vis-à-vis de l'Etat**, le point de traitement de la dette intérieure fournisseur fait ressortir qu'au 31 décembre 2024, Selon le Ministre des finances lors d'un déjeuner de travail avec le Secteur Privé le 16 janvier 2024, l'ensemble des paiements réalisés en faveur des fournisseurs et prestataires de service de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics Nationaux se chiffre au 31 décembre 2024 à un montant global de 558,91 milliards de francs CFA dont 124,17 milliards de francs CFA au profit de 3 712 PME. En outre, il est noté l'adoption de l'arrêté n°01162 / MFB du 31 janvier 2024 portant réforme des procédures et circuit d'exécution des recettes et des dépenses du budget de l'Etat et mise en œuvre du Système Intégré de Gestion des Opérations budgétaires de l'Etat. Ce nouvel arrêté favorise la réduction des délais normatifs du circuit d'exécution de la dépense publique (par bon de commande) à 120 jours contre 130 jours initialement proposé par le Groupe de Travail de la liquidation au paiement, soit 30 jours pour la phase administrative et 90 jours pour la phase comptable. Enfin, en ce qui concerne l'opérationnalisation de la plateforme E-Fournisseur, lancée officiellement le 21 septembre 2022, ce sont 1203 opérateurs économiques et entreprises qui sont enrôlés sur la plateforme au 31 décembre 2024.

- **Au titre du Groupe de Travail sur la lutte contre la contrefaçon et la contrebande** : Le Groupe de travail, présidé par le Comité National de Lutte contre la Contrefaçon (CNLC), note des avancées dans la mise en œuvre des recommandations. Des quantités importantes de produits frauduleux et contrefaisants dont la valeur est estimée à plus de trois milliards de francs CFA, ont été retirées hors des circuits commerciaux. Notons aussi le démantèlement d'une usine de fabrication de cigarettes de contrefaçon à Abobo N'dotré. Ces progrès sont imputables aux actions multiformes réalisées par les structures compétentes, notamment : la sensibilisation des populations sur les risques de consommation des produits contrefaits, la formation des agents de la Douane sur la détection des produits contrefaits au niveau du cordon doanier, la surveillance régulière à travers l'intensification des contrôles répressifs en ce qui concerne notamment la fabrication et la commercialisation illégale de produits pharmaceutiques. En outre, pour résoudre le problème lié à la difficulté de stockage et de destruction des produits falsifiés et contrefaits saisis, un projet d'acquisition d'un incinérateur et de lieux de stockage est en cours de mise en œuvre par le Ministère en charge de l'Industrie.
- **Au titre du Groupe de travail sur la métrologie**, il importe de noter la reprise des opérations de Côte d'Ivoire Métrologie matérialisée par les actes du Gouvernement (décision du Conseil Présidentiel du 20 février 2024 ; décret n°2024-897 du 16 octobre 2024 portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention de délégation des services de métrologie légale et l'avis du Ministère du Commerce et de l'Industrie en date du 18 décembre 2024). Les évolutions sur le dossier font état de la prise en charge des prestations par l'Etat au titre des instruments de mesure ci-après : les volucompteurs ; les taxis compteurs ; les masses ; les compteurs d'électricité,

notamment de l'Etat ; les compteurs d'eau, notamment de l'Etat. Dans cette optique, un mécanisme sécurisé de validation des contrôles de l'opérateur par un organisme tiers avant le paiement des prestations par l'Etat est effectif. Enfin, l'instauration d'une autorisation d'importation pour les opérations d'importation d'appareils et instruments de mesure et de produits préemballés ou assimilés soumis au contrôle métrologique légal.

- **Au titre du Groupe de travail sur la compétitivité du système fiscal et douanier**, des efforts significatifs ont été entrepris pour renforcer la lutte contre la fraude fiscale à travers les interconnexions des systèmes douaniers entre la Côte d'Ivoire et des pays de l'hinterland (Burkina Faso, Mali) et l'interfaçage de la douane avec certaines administrations nationales (DGI, Chambre de Commerce et

d'Industrie, le Conseil Café Cacao, les Ports Ivoiriens, la Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires...). De plus, le renforcement de l'encadrement du Secteur Informel s'est davantage amélioré avec la mise en place en perspective du projet des caisses enregistreuses, ainsi que l'instauration de la facture normalisée électronique. En outre, l'environnement du contrôle fiscal s'est amélioré avec l'existence de la Commission mixte paritaire et du dispositif de l'observatoire du contrôle fiscal. Pour clore, le Gouvernement entend accélérer le processus de modernisation du dispositif fiscal en Côte d'Ivoire à travers la mise en oeuvre de la Stratégie de Recettes à Moyen Terme (SRMT) 2024-2028 afin de mettre en place un écosystème efficace pour une mobilisation optimale des recettes fiscales et douanières.

Suivi des préoccupations urgentes et autres dossiers :

Ajustement tarifaire de l'électricité :

Suite aux mesures d'ajustement tarifaire de l'électricité survenues en juillet 2023 et janvier 2024 et sur instructions de Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie, il a été mis en place un groupe de travail chargé d'analyser l'impact sur l'activité des entreprises industrielles. Le Groupe de travail présidé par le Directeur Général de l'Industrie était composé de représentants de l'administration publique et de représentants du Secteur privé (CGECI, UGECI, CCI-CI, FIPME, représentants des entreprises industrielles des filières (i) Ciment, (ii) Agro-industrie (Anacarde, Café, cacao, Hévéa), (iii) Palmier à huile, (iv) Métallurgie, (v) Emballage et Plasturgie, (vi) Cosmétique, (vii) Sucre...). Neuf rencontres ont été organisées par le groupe du travail du 29 novembre 2023 au 18 mars 2024.

En dépit de la hausse constatée des coûts d'électricité, il n'en demeure pas moins que l'électricité est perçue par les industriels comme la source d'énergie la plus compétitive comparativement aux alternatives. Cependant, l'attente majeure se porte au niveau de l'amélioration de la qualité de la fourniture de l'électricité. A cet effet, les industriels ont relevé les pertes de production et augmentations des coûts d'exploitation occasionnés par les microcoupures et baisses de tensions (arrêt de production occasionnant la baisse de production, pannes des équipements industriels et frais de maintenance associés, augmentation des coûts d'exploitation liés à l'utilisation du fuel pour alimenter les groupes électrogènes, pénalités dues au dépassement de puissance occasionné par le redémarrage des équipements suite aux microcoupures...). Pour ce faire, il a été convenu de renforcer la concertation avec la Direction Générale de l'Energie.

Insécurité foncière des Entreprises Agro-industrielles dans certaines localités du Grand Abidjan et en Région :

Le CCESP a été saisi par l'UGECI relativement aux préoccupations des entreprises agro-industrielles membres liées au foncier dans certaines localités situées dans le Grand Abidjan ou à proximité de zones urbaines en province. Installées depuis plusieurs décennies dans ces zones et détentrices de baux emphytéotiques ou de titres fonciers en bonne et due forme, des entreprises, se heurtent aujourd'hui à des pratiques foncières préoccupantes pour la sécurité de leurs investissements, des emplois générés, et de leurs droits fonciers. Pour l'examen approfondi de la problématique, l'UGECI a sollicité la mise en place d'un Groupe de Travail paritaire composé des représentants des parties prenantes.

L'examen de cette saisine a donné lieu à l'organisation d'une réunion présidée par le Ministère en charge de l'Agriculture avec l'ensemble des parties prenantes publiques et privées le 17 septembre 2024. A l'issue de la rencontre, les participants ont réitéré la nécessité de mettre en place le Groupe de Travail et de procéder à l'organisation d'un atelier en vue de l'élaboration d'une feuille de route qui présentera des solutions durables à soumettre au Gouvernement.

En outre, le SE-CCESP a apporté son appui à l'entreprise SCB pour faciliter l'intervention des Ministères en charge de la Construction et de la Justice dans le cadre du conflit foncier l'opposant à des communautés villageoises.

Harmonisation de la notion de PME

Afin de procéder à une révision de la loi d'orientation de la politique nationale des Petites et Moyennes Entreprises (PME) devant permettre d'aboutir à une compréhension harmonisée de la notion de PME, la Direction Générale de la Promotion des PME a entamé un processus de consultation des principales parties prenantes. Un atelier s'est tenu

à cet effet le 25 avril 2024. De nouveaux critères consensuels de qualification des PME sont attendus à l'issue des travaux.

Financement de la Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire

Le Secrétariat Exécutif du CCESP a rencontré le Président de la CACI le 18 avril 2024 pour approfondir l'examen de la problématique afin de proposer des pistes de solutions. Bien que saluant les nombreux efforts entrepris par l'Etat pour accompagner cette institution, la CACI a fait un plaidoyer pour le renforcement des mesures de soutien à travers certaines dispositions, notamment : (i) la priorité pour le règlement de litiges commerciaux de certains secteurs d'activités (cf. benchmarking du Bénin et du Burkina Faso) ; le choix de la CACI dans les dispositions relatives au traitement des litiges des conventions et contrats commerciaux du Gouvernement ivoirien , (iii) le renvoi par le juge commercial devant la CACI de litiges commerciaux faisant l'objet de médiation et d'arbitrage en vue de désengorger les tribunaux de commerce. En liaison avec l'Agence de Coopération Allemande de Développement (GIZ) , des sessions de sensibilisation sur la CACI et les instruments de médiation et d'arbitrages ont été organisées dans le cadre du Projet des Réformes Economiques et d'Investissement (PROREI). Des discussions approfondies sont nécessaires entre la CACI et le Ministère de la Justice pour mieux examiner les attentes de cette entité.

Remboursement des crédits de TVA

A fin décembre 2024, 771 dossiers ont été validés représentant un montant de 228 490 088 273 F cfa. 719 dossiers ont été réglés portant sur un montant de 156 868 244 461 F cfa. L'exercice 2024 s'est achevé avec un reste à payer de l'ordre de 71 621 843 812 F cfa pour 52 dossiers examinés.

Pour traiter la question, une proposition de relèvement de la dotation de la régie dédiée aux remboursements des crédits de TVA a été faite par le Comité de suivi des remboursements de crédits de TVA (ComTVA).

Le Gouvernement a validé la hausse de 2% de dotation de la régie, passant ainsi de 12% à 14% pour faciliter le remboursement rapide des crédits de TVA et l'apurement des arriérés existants.

de Coordination du programme PEPITE a examiné les conclusions des travaux du jury de sélection, validé la première cohorte du programme et soumis des propositions de mesures d'accompagnement des bénéficiaires.

Ainsi, une liste d'une vingtaine d'entreprises a été retenue et soumise au Comité de Pilotage Ministériel qui l'a validée et transmis au Premier Ministre pour avis final avant publication.

Programme PEPITE

Le Programme économique Pour l'Innovation et la Transformation des Entreprises (PEPITE-Côte d'Ivoire) dont l'objectif est d'identifier et de sélectionner les PME et PMI ayant le plus grand potentiel de transformation et d'impact, a connu une phase active en cette année 2024. Le Comité Technique

Gestion des saisines des entreprises

Des saisines ont été enregistrées par le SE-CCESP au cours de l'année 2024 émanant de Groupements professionnels et d'entreprises individuelles. L'état récapitulatif des dossiers enregistrés, ainsi que le point synthétique de leur prise en charge sont déclinés dans le tableau ci-après :

Saisine	Etat de la prise en charge	Requérant
Difficultés liées à la procédure budgétaire auprès de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local de l'entreprise Karim BAMBA, adjudicataire d'un marché de construction de logements sociaux à FENGOLO (Conseil Régional du Kabadougou) d'une valeur de 40 678 220 FCFA	Accompagnement auprès de la DGDDL pour la finalisation de la procédure budgétaire.	Entreprise Karim BAMBA
Retard dans le règlement de créances de l'Etat suite à la réalisation d'un marché de construction dans le secteur éducation dans la région du bafing d'une valeur de 36 000 000 FCFA	Accompagnement auprès de la DGTCP pour le règlement de la facture dans les délais indiqués.	Entreprise Karim BAMBA
Regroupant 200 pisciculteurs avec une capacité cumulée de 120 Tonnes par cycle, la Société Coopérative des Pisciculteurs du Basassandra (SCOOPS-PBS), a exposé les défis auxquels elle est confrontée, à savoir l'indisponibilité d'alevins à des coûts compétitifs, l'approvisionnement en aliments ; le manque d'équipements (chambre froide pour stocker la production, fourgonnettes adaptées pour le transfert d'alevins et de poissons frais).	Des consultations et des visites de terrain ont été organisées par les équipes du SE-CCESP pour s'imprégner des réalités de ces acteurs de la pisciculture et définir un plan d'actions en vue de leur accompagnement (diagnostic des besoins, appui au renforcement de la gouvernance, appui à la formulation de projets...).	Société Coopérative des Pisciculteurs du Basassandra (SCOOPS-PBS)

Saisine	Etat de la prise en charge	Requérant
<p>L'entreprise DAMOCLES qui opère dans le transport et la distribution de produits pétroliers a saisi le CCESP via son portail CCESP A L'ECOUTE, dans le cadre de ses démarches pour la délivrance par les services de la Direction Générale des Hydrocarbures de ses autorisations d'exercer. Le délai jugé long par l'opérateur depuis le dépôt des dossiers. L'opérateur est appelé à faire de la sous-traitance en attendant ses autorisations. Ce qui impacte fortement son rendement.</p>	<p>Après la prise en charge du dossier du promoteur et les échanges avec services compétents, le promoteur a finalement reçu ses documents administratifs qui lui donnent le droit légal d'exercer son activité.</p> <p>Le traitement des dossiers se faisant en ligne, le délai a été un peu plus long compte tenu des problèmes techniques de connectivité au niveau de la plateforme de la DGH.</p>	<p>Group DAMOCLES</p> <p>M. Francis KONE, Directeur Général</p>



Comité de Concertation État/Secteur Privé



Ensemble pour une économie performante

02

**ANIMATION
DU DIALOGUE
PUBLIC PRIVE**

Les visites institutionnelles du SE-CCESP

Les visites institutionnelles sont organisées dans le but de renforcer la synergie d'actions entre le Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat/Secteur Privé et les institutions clés au cœur du dispositif de Dialogue

Public Privé et/ou traitant des thématiques d'intérêt pour le Développement du Secteur Privé. Le point des visites institutionnelles réalisées en 2024 est présenté dans le tableau ci-après :

Date	STRUCTURES	Point des échanges
17 avril 2024	CIAPOL	Les défis relatifs à la mise en conformité aux normes environnementales par les entreprises ; les actions majeures engagées par le CIAPOL pour soutenir la politique environnementale et les synergies nécessaires avec le CCESP pour accompagner les actions du CIAPOL tant au niveau des acteurs publics que privés.
18 avril 2024	Commission GERSE de la CGECI	Présentation de la feuille de route pour la promotion de la RSE, suite à la JNP 2023 et discussions autour des synergies avec le Secteur Privé.
18 avril 2024	CACI	Les prérogatives en matière de médiation et d'arbitrage de la CACI ; la contribution de la CACI au renforcement de la sécurité judiciaire et de l'amélioration du climat des affaires ; les défis de la CACI en ce qui concerne les problématiques relatives à son financement et au développement de ses activités
29 avril 2024	Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	Discussions autour des projets phares du Ministère contenus dans la feuille de route 2024 du Gouvernement et du litige opposant l'APBEFCI et LAPOSTE CI.
02 mai 2024	Direction Générale des Financements	Missions de la DG financements, son rôle dans le financement de l'économie et ses perspectives en matière de finance durable.
8 mai 2024	DG Energie	Echanges autour de la hausse des tarifs de l'électricité et ses impacts sur la compétitivité des entreprises, accompagnement des entreprises pour la maîtrise de l'efficacité énergétique et mesures de promotion d'énergies renouvelables.
21 mai 2024	Guichet Unique de Développement des PME (GUDE-PME)	Projets et initiatives phares du GUDE pour l'accompagnement des PME et synergie nécessaire avec le CCESP notamment en régions.

Date	STRUCTURES	Point des échanges
30 juin 2024	Cellule d'Analyse des Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)	Contribution attendue du SE-CCESP dans la mise en oeuvre de la Stratégie de Recettes à Moyen Terme (2024-2028).
19 août 2024	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL)	Présentation des activités des Comités Locaux de Concertation Etat-Secteur privé de San Pedro, Bouaké et Korhogo et discussions autour de la contribution de la DGDDL dans le cadre de la préparation d'un atelier national sur la fiscalité locale.
22 août 2024	Agence du Foncier Rural (AFOR)	Présentation des projets (PRESFOR et PNSFR) en cours au sein de l'AFOR visant la sécurisation foncière en milieu rural ; les préoccupations des entreprises agro-industrielles sur l'insécurité foncière dans le Grand Abidjan et l'offre de collaboration de l'AFOR vis-à-vis des entreprises agro-industrielles au regard des nouvelles normes en matière de lutte contre la déforestation importée de l'Union Européenne.
3 octobre 2024	CI- EXPORT	Echanges autour de la contribution attendue du SE-CCESP dans le cadre de la mise en oeuvre du plan Stratégique de CI-Export et Synergies à proposer dans le cadre des activités en régions du SE-CCESP.
8 octobre 2024	ANDE	Etat des lieux des négociations avec le secteur privé sur les tarifs des redevances des Etudes d'Impact Environnemental et Social.
15 octobre 2024	Direction Générale de l'Intégration Africaine (MDMAEIAIE)	Discussions autour des obstacles au commerce en Afrique de l'ouest, les implications du retrait des pays de l'AES de la CEDEAO, les activités des cadres paritaires du Ministère (Comité TEC CEDEAO; Agrément au Schéma de Libéralisation des Echanges).

Animation du réseau des points focaux

L'animation du réseau des points focaux au cours de l'année 2024 a été ponctuée par la réalisation de visites auprès de points focaux des Missions Diplomatiques établies en Côte d'Ivoire à savoir : l'Italie (15 février 2024) ; la Palestine (15 février 2024); la Guinée (16 février 2024) ; le Liban (06 mars 2024) ; la Russie (13 mars 2024); l'Égypte (10 avril 2024) et la Hollande (28 mai 2024).

Ces rencontres ont été l'occasion de présenter les activités du cadre de concertation et d'être situé

sur les centres d'intérêt des investisseurs étrangers en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, des visio-conférences avec pour objectifs de mettre le projecteur sur les réformes et les principales initiatives portées par certaines structures publiques ont été organisées. Les animateurs principaux furent : l'Agence Nationale de l'Habitat (07 mars 2024); la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (15 mars 2024) et Côte d'Ivoire Normalisation (06 juin 2024).



Les rencontres sectorielles

Les rencontres sectorielles se présentent comme une opportunité de prendre en compte des préoccupations d'un secteur d'activités donné en contribuant ainsi à l'élaboration des politiques sectorielles afin de faciliter la mise en œuvre des réformes. Pour l'année 2024, les rencontres étaient dédiées aux secteurs des Mines, Pétrole et Énergie. Le thème de cette quatrième édition était : « quel partenariat Etat-Secteur privé pour un secteur des mines, du pétrole et de l'énergie compétitif en Côte d'Ivoire ? ».

À l'issue des travaux les sous-comités ont analysé un total de 57 préoccupations qui se répartissent comme suit :

- 19 préoccupations pour le sous-comité mines ;
 - 25 préoccupations pour le sous-comité pétrole ;
 - 13 préoccupations pour le sous-comité énergie.
- L'ensemble des préoccupations ont concerné :
- La fiscalité et la parafiscalité ;
 - L'environnement des affaires (la facilitation des procédures administratives, difficultés de compréhension de la, réglementation) ;
 - Le financement ;
 - Et la formation.

Ces préoccupations ont classé en trois classes que sont :

- Les préoccupations résolues ou qui bénéficient d'un niveau de prise en charge satisfaisant des administrations concernées ;
 - Les préoccupations à soumettre à l'attention du Ministre en charge des mines ;
 - Les préoccupations nécessitant de poursuivre les échanges avec les administrations concernées.
- La prochaine étape est la restitution en présence de Monsieur le Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie.

Activités des Comités Locaux de Concertation Etat Secteur Privé

L'année 2024 a été marquée par une accélération de l'opérationnalisation des Plateformes locales de Dialogue Public Privé à travers la réalisation de (08) missions du SE-CCESP, notamment à Bouaké (03), San Pédro (03) et Korhogo (02), meublées par de nombreuses activités: réunions statutaires du CLCESP; Focus Groups, Visites de travail, Rencontres Business to Government, formations pratiques à la formulation des préoccupations.

Ces activités se sont tenues principalement avec l'appui du Programme d'Appui à l'Amélioration du Climat des Affaires pour la Transformation Structurale de l'Economie (PACACI), qui au cours de l'année 2024 a consolidé son appui au SE-CCESP à travers le lancement d'études sur le diagnostic du Dialogue Public Privé en régions et la mise en place de baromètres sur le climat des affaires à Korhogo, San Pédro et Bouaké et la remise officielle de lots d'équipements afin de renforcer les capacités opérationnelles du SE-CCESP et des CLCESP.

Activités du Comité Local de Concertation Etat Secteur Privé (CLCESP) de San Pédro

L'animation du CLCESP de San Pédro a été marquée au cours de l'année 2024 par l'organisation de trois (03) missions du Secrétariat Exécutif du CCESP durant les périodes suivantes :

- du 24 au 28 juin 2024 ;
- du 04 au 08 novembre 2024
- du 16 au 20 décembre 2024

Ces missions avaient pour objectifs de maintenir la dynamique d'interactions entre les différents acteurs du DPP local et d'assurer un meilleur suivi de l'animation du CLCESP de San Pédro. Plusieurs activités ont meublé ces missions :

Huit (08) Consultations de différentes parties prenantes sur des questions spécifiques :

- Discussions avec les autorités de l'Université de San Pédro sur le cadre de collaboration avec le SE-CCESP et le secteur productif de San Pédro ;
- Echanges avec les Acteurs du tourisme local sur la Stratégie Sublime Côte d'Ivoire et les principaux défis du secteur du tourisme dans la région de San Pédro ;
- Discussions avec les acteurs du mareyage et de la pisciculture sur les principaux défis du secteur de la pêche ;
- Réunion avec la plateforme du Secteur Privé de San Pédro sur les problématiques du Secteur Privé à San Pédro et les orientations pour l'animation de ladite plateforme
- Echanges avec la délégation régionale de la chambre Nationale des métiers sur la question du recasement des artisans de San Pédro.
- Consultation des communautés locales sur la gestion des sites touristiques naturels dans la sous-préfecture de Grand-Béréby
- Echanges avec les femmes entrepreneures de San Pédro sur les questions liées au genre et les besoins en renforcement de capacités ;
- Discussions avec les acteurs du DPP local sur la préparation d'ateliers nationaux sur les problématiques du Secteur Privé en régions (Fiscalité locale, Difficultés liées aux contrôles administratifs).

Huit (08) Focus Groups ou Sessions d'information sur des thématiques d'intérêt :

- Maîtrise de l'efficacité énergétique pour les entreprises ;
- Dispositif d'accompagnement des PME ;
- Instruments alternatifs de règlement des litiges commerciaux à travers la Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire (CACI) ;
- Promotion de l'affacturage au profit des PME et des entrepreneurs ;
- Règlementation du Commerce ;
- Accès au foncier économique pour les projets touristiques ;
- Ecosystème des structures d'appui au monde agricole
- Enjeux et indicateurs de suivi de la compétitivité des entreprises

Des visites de travail et de terrain aux acteurs du DPP local

Les missions ont également été marquées par des visites de travail auprès des autorités locales, de certaines Directions Régionales, de l'Université de San Pédro, de certaines organisations patronales du Secteur Privé auprès d'entrepreneurs locaux en vue de s'imprégner de la perception des parties prenantes sur le déroulement des travaux du Comité Local de Concertation Etat Secteur Privé de San Pédro et des centres d'intérêt respectifs.



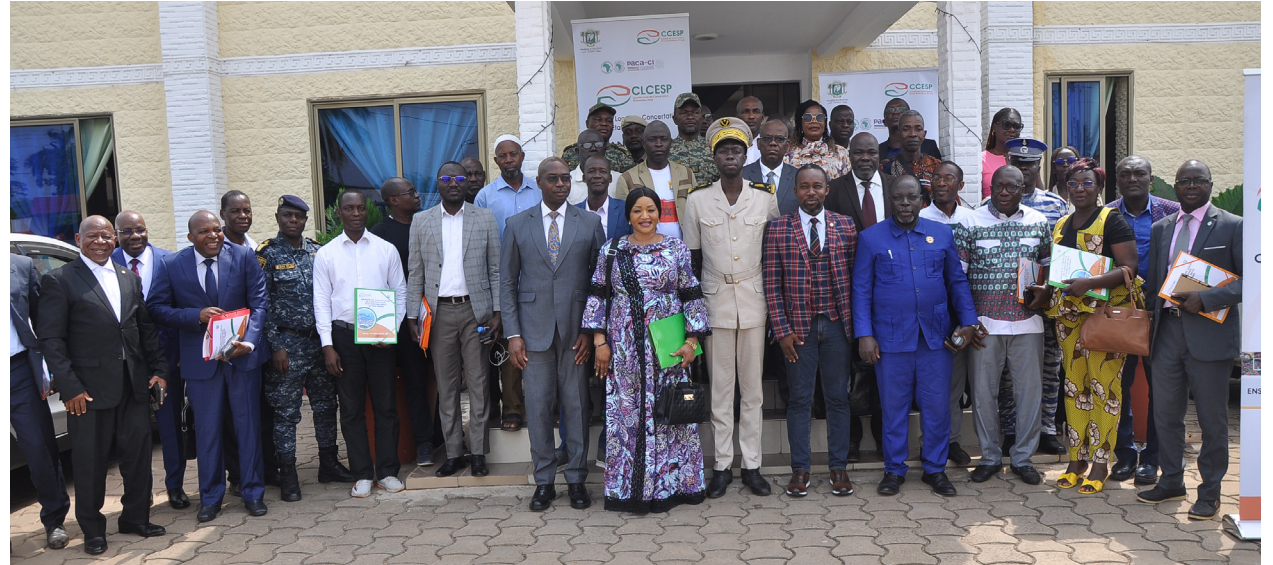
Deux (02) Réunions statutaires du Comité Local de Concertation Etat/Secteur Privé

sous la présidence du Préfet de Région, autour des sujets suivants :

- le cadre normatif des CLCESP (arrêté interministériel du CLCESP et projet d'arrêté préfectoral du CLCESP de San Pédro) ;
- les difficultés liées aux tracasseries douanières sur la facture normalisée ;
- la problématique du recasement des artisans déguerpis ;
- les difficultés liées aux contrôles de l'administration du commerce ;
- les difficultés de compréhension relatives au redressement fiscal des établissements hôteliers en matière d'impôt foncier.

Un atelier de formation sur la maîtrise de l'efficacité énergétique à l'attention des dirigeants d'hôtels de la région de San Pédro.





LE MAGAZINE D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES

BIMESTRIEL
GRATUIT



Activités du Comité Local de Concertation Etat Secteur Privé (CLCESP) de Bouaké

L'animation du CLCESP de Bouaké a été marquée au cours de l'année 2024 par l'organisation de trois (03) missions du Secrétariat Exécutif du CCESP durant les périodes suivantes :

- du 10 au 14 juin 2024 ;
- du 20 au 21 septembre 2024
- du 14 au 18 octobre 2024

Ces missions avaient pour objectifs de maintenir la dynamique d'interactions entre les différents acteurs du DPP local et d'assurer un meilleur suivi de l'animation du CLCESP de Bouaké. Plusieurs activités ont meublé ces missions :

Trois (03) Sessions renforcement de capacités sur :

- la gestion des agences immobilières ;
- la réforme des ITS;
- la formulation des préoccupations du secteur privé local.

Trois (03) Focus Groups ou Sessions d'information sur des thématiques d'intérêt :

- le genre ;
- la fiscalité locale
- les jeunes entrepreneurs.

Deux (02) Réunions statutaires du Comité Local de Concertation Etat/Secteur Privé

sous la présidence du Préfet de Région, autour des sujets suivants :

- le cadre normatif des CLCESP (arrêté interministériel du CLCESP et projet d'arrêté préfectoral du CLCESP de San Pédro) ;
- L'harmonisation des taxes liées au transport ;
- Le renouvellement du parc automobile ;
- La question des barrages routiers ;
- L'état des routes dans la région ;
- les diverses questions fiscales et douanières ;
- les agréments et licences des hôteliers ;
- la concurrence déloyale des résidences meublées clandestines ;
- la prise de contrôle de certaines sociétés par l'Etat ;
- la participation des PME de la région aux différents cadres de travail de la région ;
- la décentralisation des approbations de lotissement ;
- la lenteur dans le traitement des demandes d'agrément des agences immobilières ;
- le paiement total des cotisations annuelles (CNPS) ;
- la revue des taux d'intérêt à la baisse ;
- Le manque d'accompagnement dans l'exécution des marchés ;
- le cout élevé du carburant utilisé par les agriculteurs ;
- le cout élevé du matériel utilisé par les transformateurs ;
- la difficultés d'accès aux marchés publics ;
- le choix des sous-traitants des autres régions pour les projets de la région ;
- la gestion des conflits éleveurs-agriculteurs ;
- la revalorisation des frais de dédommagement des dégâts causés par les animaux ;
- les problèmes liés au paiement de la redevance BURIDA ;
- les tensions entre les agents collecteurs de la Mairie et les commerçants ;
- la non-consignation des marchandises saisies ;
- les contrôles des engins à deux ou trois roues ;
- le non-traitement des projets de formation par le FDFP ;

Six (06) visites de travail et de terrain aux acteurs du DPP local

Les missions ont également été marquées par des visites de travail auprès

- des autorités locales (Préfecture, Mairie) ;
- des directions régionales ;
- des délégations régionales des organisations patronales du Secteur Privé ;
- des délégations régionales des chambres consulaires nationales ;
- du marché de gros de Bouaké

Le but de ces visites était de s'imprégner de la perception des parties prenantes sur le déroulement des travaux du Comité Local de Concertation Etat Secteur Privé de Bouaké et des centres d'intérêt respectifs.

Quatrième édition des Journées Conseils des PME JCPME 2024 tenue à Bouaké

Organisée par la CGECI, à travers sa Commission Juridique et Fiscale et avec l'appui technique du Comité de Concertation Etat Secteur Privé (CCESP), la 4ème édition des Journées Conseil PME s'est tenue les jeudi 24 et vendredi 25 octobre 2024 au SEEN RAN HOTEL de BOUAKE.

Pendant deux jours, les desks d'informations et les stands-conseils installés ont été littéralement pris d'assaut par des entrepreneurs, dirigeants ainsi que les promoteurs de petites et moyennes entreprises.

Un engouement qui traduisait la volonté manifeste des entreprises locales de bénéficier d'un accompagnement personnalisé. Au terme des consultations,

elles ont exprimé leur satisfaction et leur reconnaissance à l'Organisation patronale pour les séances de speed dating, qui leur permettront de se mettre en conformité vis-à-vis des processus de formalisation d'une entreprise. Pour les participants, dont un grand nombre sont dans les Secteurs des BTP, du Commerce et des Services, les conseils aussi divers que variés qu'ils ont reçus d'une vingtaine d'experts mobilisés par la CGECI, sont un gage de développement et de pérennité de leur business.

C'est donc dans cet élan d'optimisme et de perspectives positives affichés par les entreprises de Bouaké, que les JCPME 2024 ont pris fin le vendredi 25 octobre 2024.





Activités du Comité Local de Concertation Etat/Secteur Privé de KORHOGO

Deux missions ont été effectuées au cours de l'exercice 2024 : du 22 au 24 avril 2024 et du 15 au 19 octobre 2024.

Au cours de ces missions, les activités réalisées concernent :

- des visites de travail aux autorités administratives et locales et aux organisations professionnelles du Secteur Privé de la région du Poro ;
- Deux focus Groups avec les femmes et les jeunes entrepreneurs ;
- la première réunion du Comité Local de Concertation Etat/Secteur Privé sous la présidence du Préfet de Région autour des sujets suivants : besoin

de renforcement de capacités des acteurs locaux, l'accès aux marchés et au financement, la sous-traitance, la certification de certains produits locaux (mangues, beurre de karité).

- des visites d'unités industrielles , notamment : (i) COTRAF SA, une unité de transformation du coton ; (ii) Coopérative TCHEBEGNIMIN, transformatrice de karité ; (iii) Coopérative de tisserands de WARANIENE ; (iv) Coopérative de fabricants de perles de KAPELE ; (v) Coopérative GNINIGNON, transformatrice de mangue séchée.; (vi) ONG wobewgnon, fabrication de savon et d'huile de neem ; (vii) Ivoire Organique, conditionnement et fabrication de mangue séchée, (viii) Trésor des savanes : transformation des épices.



Animation des cadres paritaires sectoriels Etat/Secteur Privé

Afin de renforcer la collaboration entre le SE-CCESP et les cadres paritaires sectoriels, conformément aux orientations de la Stratégie Nationale de Dialogue Public Privé, un atelier national des cadres paritaires a été organisé du 20 au 21 août 2024 à l'hôtel Pullman avec l'appui de l'agence de coopération allemande de Développement (GIZ).

Présidé par Monsieur BAMBA VASSOGBO Directeur de Cabinet Adjoint du Ministère des Finances et du Budget, l'atelier sur les cadres paritaires sectoriels a réuni plusieurs participants.

Les participants de l'atelier étaient issues des différents ministères de l'administration publique ainsi que des représentants des faîtières du secteur privé et des membres des cadres paritaires sectoriels.

La tenue de cet atelier répond au besoin de coordination des différentes activités des cadres paritaires sectoriels pour un dialogue efficace entre l'Etat et le secteur privés autour des problématiques qui impactent le développement du secteur privé.

A ce titre les différentes présentations nous ont permis d'avoir des éléments d'informations sur les vingt – sept (27) cadres paritaires sectoriels présents à cet atelier.

A la suite de ces présentations les principales trois (03) principales thématiques qui ressortent sont relatives aux instruments de politiques économiques, à la Compétitivité du Secteur Privé et au développement Durable.

Plusieurs défis émergent de l'analyse de ces différentes thématiques ce sont entre autres :

- engagement des membres
- renforcement des capacités des membres
- sensibilisation des parties prenantes
- interactions entre les structures des mêmes champs
- insuffisance de données, de statistiques et d'Etudes pour apprécier l'impact des activités des cadres paritaires sectoriels

Quant aux perspectives et les prochaines étapes suite à la tenue de l'atelier, elles portent sur l'identification de besoins en formation et à la programmation d'atelier de renforcement de capacités impliquant toutes les parties (GIZ, le CCESP et les Experts des différentes Administrations.)



Les Rencontres « Business to Government »

L'année 2024 a été marquée par l'organisation de deux éditions des Rencontres Business to Government à San Pédro et Bouaké, respectivement les 26 et 27 juin 2024 et le 16 octobre 2024, sous la présidence des Préfets de Régions.

■ **Rencontre B2G à San Pédro : 28 structures** (20 de l'Administration Publique, 08 du Secteur Privé) ; **1434** visites pour l'ensemble des **structures présentes, les structures participantes ont accueilli 517** requérants pour une moyenne de **15 opérateurs reçus** et un temps moyen d'échanges de **10 Minutes** ; taux global de **satisfaction de 68%** enregistré auprès des participants à l'activité des B2G.

■ **Rencontre B2G à Bouaké : 24 structures** (18 de l'Administration Publique, 06 du Secteur Privé) ; 1554 visites pour l'ensemble des **structures présentes, les structures participantes ont accueilli 851** requérants pour une moyenne de **37 opérateurs reçus** et un temps moyen d'échanges de 15 Minutes ; taux global de **satisfaction de 78%** enregistré auprès des participants à l'activité des B2G.

En termes de recommandations les participants aux deux éditions des rencontres « Business to Government » ont souhaité un accroissement du nombre d'administrations à l'activité ainsi que l'augmentation de la fréquence de tenue de l'activité.



Suivi de la mise en œuvre des recommandations de la Journée Nationale de Partenariat Etat/ Secteur Privé (édition 2023)

La feuille de route pour la promotion de la JNP 2023 vise à renforcer la coordination, la complémentarité et la bonne articulation des initiatives des acteurs afin d'accroître l'efficacité de l'action en faveur du développement de la RSE en Côte d'Ivoire.

Elle comprend vingt-deux activités regroupées autour de trois (03) objectifs stratégiques, à savoir :

- **Objectif stratégique 1** : Améliorer le cadre pour la promotion de la Responsabilité Sociétale des Entreprises en Côte d'Ivoire ;
- **Objectif stratégique 2** : appuyer la production et la diffusion de données et d'informations sur la RSE
- **Objectif Stratégique 3** : Mettre en place un cadre opérationnel pour ancrer la démarche RSE
- **Au cours de l'année 2024, des résultats encourageants ont été enregistrés en ce qui concerne :**
 - les mesures de promotion de la RSE :
Dispositions du nouveau code de l'environnement (loi n°2023-900 du 23 novembre 2023, en ses articles 43 et 44 qui font l'obligation pour le Secteur Privé de s'engager dans la pratique de la RSE et de publier de façon périodique un rapport sur le Développement Durable ; et l'article 63 qui met en place un système d'incitation financière et fiscale destiné à encourager les investissements et le financement des projets de protection et de mise en valeur de l'environnement);

- Dispositions de l'arrêté interministériel n°532 du 22 octobre 2024 qui exonère de TVA, de droits de douane et de taxe d'opération bancaire, une liste conséquente de production et de distribution d'énergies renouvelables.
- la production de données sur le suivi des pratiques RSE en Côte d'Ivoire à travers la finalisation de l'étude sur l'Etat des lieux et les perspectives de la RSE en Côte d'Ivoire avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD);
- la contribution à l'alignement des investissements en matière de RSE aux besoins prioritaires sociaux et locaux avec l'organisation de la première édition de l'initiative Business For Gender avec l'appui du Millenium Challenge Corporation Account Côte d'Ivoire (MCA-CI).



Première édition de Business For Gender (B4GENDER)

La Première édition de B4GENDER s'est tenue le 6 décembre 2024 à Abidjan Cocody en présence de multiples parties prenantes.

L'objectif de cette table ronde est de garantir à tous les enfants, filles et garçons, un accès équitable à une éducation de qualité, en s'attellant à lever les barrières spécifiques qui freinent leur réussite.

L'initiative s'articule autour de quatre projets phares répondant à des problématiques spécifiques d'inclusion et de sécurité en milieu scolaire à savoir :

- « **Espace filles** » qui va consister à réduire la précarité menstruelle avec la distribution de 10.000 serviettes hygiéniques réutilisables,
- « **Trajet sur** », pour sécuriser le déplacement des élèves pour une école

sans accident. Le troisième projet,

- « **Réussir ensemble** », dans le but de promouvoir une éducation inclusive pour les enfants en situation de handicap avec la fourniture de matériels spécialisés (manuels en braille, dispositifs audios) ;
- « **Securfood** » ou opération 500 FCFA qui consiste à offrir (250.000) repas aux enfants vulnérables.

A l'issue de la table ronde B4gender, les intentions et les promesses de contributions de la part des entreprises partenaires s'élèvent à 603 709 000 FCFA soit 56 % des engagements espérés.



03

CONTRIBUTION A LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

Réalisation d'études portant sur le Secteur Privé

ETUDE ET PARTENAIRE DE REALISATION	DESCRIPTION	ETAT D'AVANCEMENT
<p>Etude sur la mise en œuvre des réformes en faveur du Secteur Privé contenues dans le PND 2021-2025.</p> <p>La réalisation de l'étude bénéficie d'un appui de la Commission de l'union Européenne dans le cadre du PACIR 2</p>	<p>L'étude avait pour objectif de réaliser l'état des lieux de la mise en œuvre des réformes à travers : l'actualisation de la base de réformes (sources : PND 2021-2025, feuilles de route Gouvernementales...) ; le point de mise en œuvre des réformes (évolutions récentes...) l'identification des défis / goulots d'étranglement ; le recueil des préoccupations clé du secteur privé, etc....</p>	<p>L'étude a été restituée le 6 juin 2024</p>
<p>Etude sur l'évaluation des pratiques RSE en Côte d'Ivoire</p> <p>La réalisation de l'Etude bénéficie d'un appui du Programme des Nations Unies pour le Développement</p>	<p>L'objectif de l'étude est de réaliser un état des lieux approfondi et actualisé de la situation de la pratique de la RSE en Côte d'Ivoire. Spécifiquement, il s'agit de : faire une revue actualisée de la réglementation au niveau national et communautaire de la RSE, de cartographier les initiatives, les niveaux d'investissements, les principaux acteurs, les dimensions et secteurs couverts en matière de RSE ; de déterminer le potentiel d'interventions en matière RSE du Secteur Privé au niveau des différentes régions, (etc....).</p>	<p>Le rapport provisoire est disponible (en attente de validation)</p>

ETUDE ET PARTENAIRE DE REALISATION	DESCRIPTION	ETAT D'AVANCEMENT
<p>Etude sur le diagnostic du Dialogue Public Privé dans les Pôles Economiques de Bouaké, Korhogo et San Pédro.</p> <p>Groupe de la Banque Africaine de Développement et Unité de Gestion du Programme logé au Ministère des Finances et du Budget</p>	<p>L'étude vise à faire le diagnostic du Dialogue Public Privé dans les localités retenues afin de disposer d'une situation de référence des CLCESP.</p> <p>Spécifiquement, il sera question de (d') :</p> <ul style="list-style-type: none"> -faire la cartographie des acteurs principaux du Dialogue Public Privé ; -identifier et analyser les mécanismes de dialogue public privé existants ; -analyser le degré d'inclusivité des jeunes et des femmes entrepreneures aux mécanismes existants ; -faire le point de l'environnement des affaires à la lumière des problématiques du Secteur privé ; -analyser le niveau de connaissances et d'appropriation des réformes, mesures et dispositifs en faveur du Secteur Privé par les acteurs locaux ; -faire l'évaluation des besoins d'information et de renforcement des capacités techniques des acteurs ainsi que de l'ensemble des besoins opérationnels des CLCESP. 	<p>En phase de validation du Rapport provisoire</p>
<p>Réalisation d'un Baromètre sur le Climat des Affaires dans les Pôles Economiques Compétitifs</p>	<p>L'objectif principal de la mission est de concevoir et de mettre en œuvre, sous la supervision du Secrétariat Exécutif du Comité de Concertation Etat/Secteur Privé (SE-CCESP), un baromètre qui servira d'outil d'analyse et d'évaluation périodique des performances du Secteur Privé et du Climat des Affaires dans les Pôles Economiques Compétitifs de Bouaké, San-Pédro et Korhogo.</p>	<p>Le Cabinet a été recruté selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)</p>

Contribution à la réalisation d'études portant sur le Secteur Privé

ETUDE	DESCRIPTION	STRUCTURE
<p>Formulation de la Politique et de la Stratégie de la Côte d'Ivoire en matière de Propriété Intellectuelle</p>	<p>L'étude avait pour objectif de doter notre pays d'un document intersectoriel et d'un cadre cohérent de planification et de mise en œuvre des mesures de création, de développement, de gestion et de protection efficaces de la propriété intellectuelle.</p>	<p>Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle</p>
<p>Etude sur l'analyse de l'écosystème de l'Innovation en Côte d'Ivoire</p>	<p>L'objectif de l'étude est de comprendre l'état actuel de l'écosystème de l'innovation, d'établir une cartographie des acteurs et des instruments de financement pour promouvoir l'innovation.</p>	<p>GIZ (ProREI)</p>
<p>Evaluation des besoins en matière de capacités sensible au genre pour la mise en œuvre du Plan d'action pour la relance verte 2021-2027 de l'Union africaine (UA-GRAP)</p>	<p>L'objectif est de mener des évaluations des besoins en matière de capacités sensibles au genre dans cinq pays africains (Lesotho, la Namibie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Rwanda).</p> <p>Plus précisément, l'étude vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en évidence des lacunes spécifiques en matière de capacités dans les pays cibles qui entravent la mise en œuvre efficace du Plan d'action de l'Union africaine pour la relance verte (UA-GRAP) ; - développer des plans d'amélioration personnalisés ; - faciliter l'engagement des parties prenantes de chaque pays, en veillant à ce que les solutions soient pertinentes et soutenues par les personnes impliquées dans la mise en œuvre. 	<p>Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF)</p>

ETUDE	DESCRIPTION	STRUCTURE
Etude d'évaluation des performances de la CAPEC	La sollicitation avait pour objectif de contribuer à l'appréciation des principales réalisations, à la documentation des leçons apprises après 30 années de fonctionnement de la CAPEC et à la formulation de recommandations pour une meilleure performance.	Cellule d'Analyse des Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)
Etude sur la perception de l'Environnement des Affaires en Côte d'Ivoire	La mesure de la perception d'environnement a pour objectif d'évaluer le ressenti des cadres dirigeants et chefs d'entreprises vis-à-vis du climat des affaires en Côte d'Ivoire. Il a permis la création de l'Indice National de la perception de l'environnement des affaires (IN) dont la construction s'appuie sur les indicateurs de la combinaison de 12 facteurs de la compétitivité.	Entreprises de Côte d'Ivoire
Enquête Nationale annuelle sur la qualité du service Public et la satisfaction des usagers clients (ENQSP) 2024	Cette première enquête nationale sur la qualité du service public permettra de connaître l'indice National de la Qualité du Service Public (INQSP) et l'Indice National de la Satisfaction des Usagers Clients.	Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration.
Etude d'opportunités pour la mise en place d'un fonds Régional de Soutien, de Stabilisation, de Relance et de Reconstitution du Secteur Privé aux aléas majeurs imprévus	L'objectif de l'étude est de dessiner les contours en termes de structuration, d'architecture, de fonctionnement d'un fonds qui devrait dans le cadre de la stimulation de l'économie communautaire en situation de chocs, soutenir, stabiliser et reconstruire le Secteur Privé	Chambre Consulaire Régionale UEMOA (CCR)
Etude sur le rôle des acteurs non gouvernementaux dans le processus de réformes en Côte d'Ivoire	L'objectif de l'étude est de situer le niveau de connaissance des réformes publiques par les entités non gouvernementales et d'apprécier leur rôle dans la promotion et dans la mise en œuvre des réformes.	L'agence de Coopération Allemande de Développement (GIZ)

ETUDE	DESCRIPTION	STRUCTURE
Etude de Benchmark sur la définition de la PME	L'objectif de l'étude est de recueillir les éléments d'analyse pour la qualification de PME, ainsi que les propositions y afférentes.	Ministère du Commerce et de l'Industrie
Etude relative à l'actualisation du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises Industrielles	L'objectif de cette étude est faire l'état des lieux, le benchmarking et les orientations pour le nouveau PNRMN	Ministère du Commerce et de l'Industrie
Etude relative à l'actualisation du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises Industrielles	L'objectif de cette étude est faire l'état des lieux, le benchmarking et les orientations pour le nouveau PNRMN	Ministère du Commerce et de l'Industrie

Contribution à l'exécution de programmes en lien avec le développement du Secteur Privé :

PROGRAMME	DESCRIPTION	STRUCTURE PARTENAIRE	ACTIVITES REALISEES
Programme d'Appui à l'Amélioration du Climat des Affaires en Côte d'Ivoire (PACACI)	<p>Mis en place depuis 2021, le PACACI vise à contribuer à la transformation structurelle de l'économie ivoirienne et au renforcement de la compétitivité des entreprises locales, en particulier des PME, à travers la levée des obstacles en matière de climat des affaires, afin d'accroître l'inclusivité et la résilience de la croissance et d'assurer des emplois et des revenus décents aux populations.</p> <p>Le CCESP est bénéficiaire de la sous-composante 1.3 Appui à la mise en place du Dialogue Public Privé dans les Pôles Economiques Régionaux du PACACI.</p>	Groupe de la Banque Africaine de Développement et Unité de Gestion du Programme logé au Ministère des Finances et du Budget	<p>5 missions d'animation des Comités Locaux de Concertation Etat/Secteur Privé (Korhogo, Bouaké et San-Pédro)</p> <p>Le recrutement des consultants pour la réalisation des études ; Diagnostic du Dialogue Public Privé dans les Pôles Economiques, Baromètre sur le climat des affaires dans les pôles économiques compétitifs</p> <p>La réalisation de l'étude Diagnostic du Dialogue Public Privé dans les Pôles Economiques (en phase de validation du rapport provisoire)</p> <p>La participation aux réunions du Comité Technique de Suivi du PACACI: 07 mai 2024, 16 octobre 2024, 20 novembre 2024</p>

PROGRAMME	DESCRIPTION	STRUCTURE PARTENAIRE	ACTIVITES REALISEES
<p align="center">Projet de Promotion des Réformes Economiques et d'Investissements (PROEI)</p>	<p>Le Projet « Promotion des Réformes Economiques et Investissements » en abrégé ProREI, financé par le Ministère de la Coopération Economique et du Développement de la République Fédérale d'Allemagne (BMZ) et mis en oeuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (GIZ), est conduit en Côte d'Ivoire sous la tutelle institutionnelle du Ministère du Commerce et de l'Industrie.</p> <p>Il s'inscrit dans le cadre de la troisième thématique des axes clés de la coopération bilatérale Ivoirio-Allemande à savoir le « Développement Economique Durable, Formation et Emploi ». Le projet ProREI vise spécifiquement à soutenir les processus de réformes économiques et à promouvoir les investissements privés qui favoriseront une transformation structurelle inclusive et durable de l'économie ivoirienne. Il est conçu pour assister le Gouvernement Ivoirien dans ses efforts continus de création d'un environnement favorable à l'amélioration du climat des affaires et de l'investissement pour un secteur privé plus compétitif et durable.</p> <p>Le ProREI apporte son appui au Comité de Concertation Etat/Secteur Privé (CCESP) à travers la Composante 2 dédié au « Renforcement du dialogue public-privé et amélioration de l'accès aux services d'appui conseil/ au financement pour les TPME, PME.</p>	<p>L'Agence de Coopération Allemande (GIZ) avec l'Unité de Gestion logée au Ministère du Commerce et de l'Industrie</p>	<p>Participation aux ateliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier de planification du ProREI (27 février 2024) - Atelier de lancement du projet ProREI (30 juillet 2024) - Ateliers du Programme de Renforcement des Capacités et de Promotion des Modes Alternatifs de Règlement des Litiges (10 juillet et 11 septembre 2024) - <p>Activités de promotion du Dialogue Public Privé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier National de Coordination des Cadres de Dialogue Etat/Secteur Privé (20 août 2024) - Mission d'animation de la Plateforme du Secteur Privé de San-Pédro (4 au 8 novembre 2024)

PROGRAMME	DESCRIPTION	STRUCTURE PARTENAIRE	ACTIVITES REALISEES
<p>Programme Diversification, Accélération Industrielle, Compétitivité et Emploi (DAICE)</p>	<p>L'objectif de développement de ce programme (ODP) axé sur les résultats est de renforcer les efforts du Gouvernement en faveur de la diversification économique et du développement industriel. Plus spécifiquement, il entend : (i) soutenir les réformes et les investissements dans les biens publics nécessaires pour développer le secteur privé, (ii) dérisquer le financement des PME et des start-ups innovantes, (iii) développer de nouveaux secteurs, (iv) soutenir la compétitivité des entreprises et leurs exportations et (v) créer des emplois.</p>	<p>Groupe de la Banque Africaine de Développement et Unité de Gestion du Programme logé au Ministère du Commerce et de l'Industrie</p>	<p>Cérémonie de lancement (13 mai 2024)</p> <p>Formation (13 au 15 mai 2024) : (i) Financement Axé sur les Résultats, (ii) Procédures de décaissement, (iii) Gestion fiduciaire, (iv) Aspects liés au Genre, (v) Aspects liés à la Sauvegarde et (vi) Procédures nationales de Passation des Marchés Publics</p>



Comité de Concertation État/Secteur Privé



04

COMMUNICATION DU CCESP

Twins Magazines

Deux (02) éditions du Twins Magazine ont été élaborées avec à la UNE :

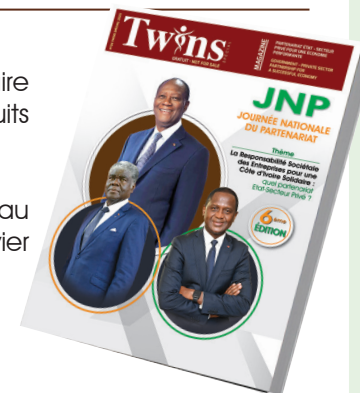
► **Monsieur MAMADOU TOURE**, Ministre de la Promotion de la Jeunesse de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique. Qui fait un focus, à travers le magazine Twins sur le Programme Jeunesse du

Gouvernement qui vise à offrir près de 1.500.000 opportunités d'emplois, de formation, de financement de projets aux jeunes ivoiriens ;

Monsieur KOBENAN KOUASSI ADJOUANI, Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture du Développement Rural et des Productions Vivrières. Qui partage sa vision pour

l'atteinte de la Souveraineté alimentaire à travers la compétitivité de nos produits agricoles.

N.B : achevé en 2024 Le Twins dédié au secteur de l'agriculture paraîtra en Janvier 2025.



Compilation des Newsletter 2024

N°	TITRE	PERIODE
1	FONDS DE FINANCEMENT DE 1 MILLIARD DE FCFA DEDIES AUX ACTEURS DU SECTEUR DES ARTS ET DE LA CULTURE	29/05/2024
2	NOUVEAU CODE MINIER DE CÔTE D'IVOIRE	16/09/2024
3	Forum d'affaires « INVEST IN SUD-COMOÉ »	22/09/2024
4	COMMUNICATION RELATIVE A LA SITUATION DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS AU PREMIER SEMESTRE 2024	02/10/2024
5	ÉTAT - SECTEUR PRIVÉ : LE DIALOGUE PUBLIC PRIVÉ DÉMARRE À KORHOGO	30/04/2024
6	Lancement officiel du Programme de Diversification, accélération industrielle, compétitivité et emploi (DAICE) de 116,5 milliards FCFA	14/05/2024
7	DIALOGUE ETAT-SECTEUR PRIVE – SOCIETE CIVILE : SEMINAIRE DE PRESENTATION DE LA STRATEGIE DE MOBILISATION DES RECETTES A MOYEN TERME (SRMT) 2024-2028	22/05/2024
8	BOURSE DES PROJETS : LE PROCESSUS DE VALIDATION DES PROJETS INNOVANTS POUR UN FINANCEMENT A DEMARRE	31/05/2024
9	DIALOGUE PUBLIC PRIVE : LA VILLE DE BOUAKE ACCUEILLE UNE MISSION DU SE-CCESP POUR L'ANIMATION DE LA PLATEFORME LOCALE	07/06/2024
10	ÉTAT SECTEUR PRIVÉ : LES ACTIVITÉS DU CLCESP BOUAKÉ SE POURSUIVENT	19/06/2024

N°	TITRE	PERIODE
11	ANIMATION DES CLCESP : SAN PEDRO ACCUEILLE UNE MISSION DU SE-CCESP	20/06/2024
12	SAN-PEDRO / DIALOGUE PUBLIC PRIVÉ : SIXIÈME RÉUNION DU COMITÉ LOCAL DE CONCERTATION ÉTAT SECTEUR PRIVÉ	04/07/2024
13	DIALOGUE PUBLIC PRIVE : UN ATELIER NATIONAL DE COORDINATION DES CADRES PARITAIRES SECTORIELS SE TIENT A ABIDJAN	16/08/2024
14	DIALOGUE PUBLIC PRIVE : LE CCESP, SOUTENU PAR LA COOPERATION ALLEMANDE/GIZ, ORGANISE UN ATELIER NATIONAL POUR REDYNAMISER LA COORDINATION DES CADRES PARITAIRES SECTORIELS	23/08/2024
15	DIALOGUE PUBLIC PRIVE / BOUAKE : LE SE-CCESP EN MISSION TECHNIQUE AUPRES DU COMITE LOCAL DE CONCERTATION ETAT SECTEUR PRIVE DE BOUAKE	04/10/2024
16	BOUAKE / DIALOGUE PUBLIC PRIVÉ : QUATRIÈME RÉUNION DU COMITÉ LOCAL DE CONCERTATION ÉTAT SECTEUR PRIVÉ	28/10/2024
17	DIALOGUE PUBLIC PRIVE / SAN PEDRO : LE SE-CCESP CONDUIT UNE MISSION D'ANIMATION DU COMITE LOCAL DE CONCERTATION ETAT SECTEUR PRIVE	31/10/2024
18	COOPERATION SUD - SUD : LE CCESP TOGO A L'ÉCOLE IVOIRIENNE	12/11/2024
19	DIALOGUE PUBLIC PRIVE EN REGIONS : UNE MISSION DU CCESP A SAN PEDRO POUR CONSOLIDER L'ANIMATION DE LA PLATEFORME DU SECTEUR PRIVE AVEC LE CONCOURS DE L'AGENCE DE COOPERATION ALLEMANDE POUR LE DEVELOPPEMENT (GIZ)	18/11/2024
20	B4GENDER : UNE TABLE RONDE POUR MOBILISER PLUS D'UN MILLIARD DE FCFA POUR DES PROJETS À FORT IMPACT DANS L'ÉDUCATION	22/11/2024
21	ECONOMIE : LE COMITE DE CONCERTATION ETAT SECTEUR PRIVE LANCE SA PLATEFORME DIGITALE	27/11/2024
22	BUSINESS FOR GENDER EQUALITY (B4GENDER) : MOBILISER LES ENTREPRISES POUR UNE EDUCATION INCLUSIVE EN CÔTE D'IVOIRE	02/12/2024
23	PREMIERE EDITION DE BUSINESS FOR GENDER EQUALITY (B4GENDER) : LES ENTREPRISES SE MOBILISENT AUTOUR DE PROJETS POUR L'EDUCATION INCLUSIVE	10/12/2024
24	COMITE LOCAL DE CONCERTATION ETAT/SECTEUR PRIVE : LE CCESP SE REND A SAN PEDRO POUR SA MISSION DU SECOND SEMESTRE	11/12/2024
25	DIALOGUE PUBLIC PRIVE EN REGIONS : UNE MISSION DU CCESP A SAN PEDRO POUR CONSOLIDER L'ANIMATION DU COMITE LOCAL DE CONCERTATION ETAT SECTEUR PRIVE	24/12/2024

Lancement de la plateforme digitale « CCESP A L'ECOUTE

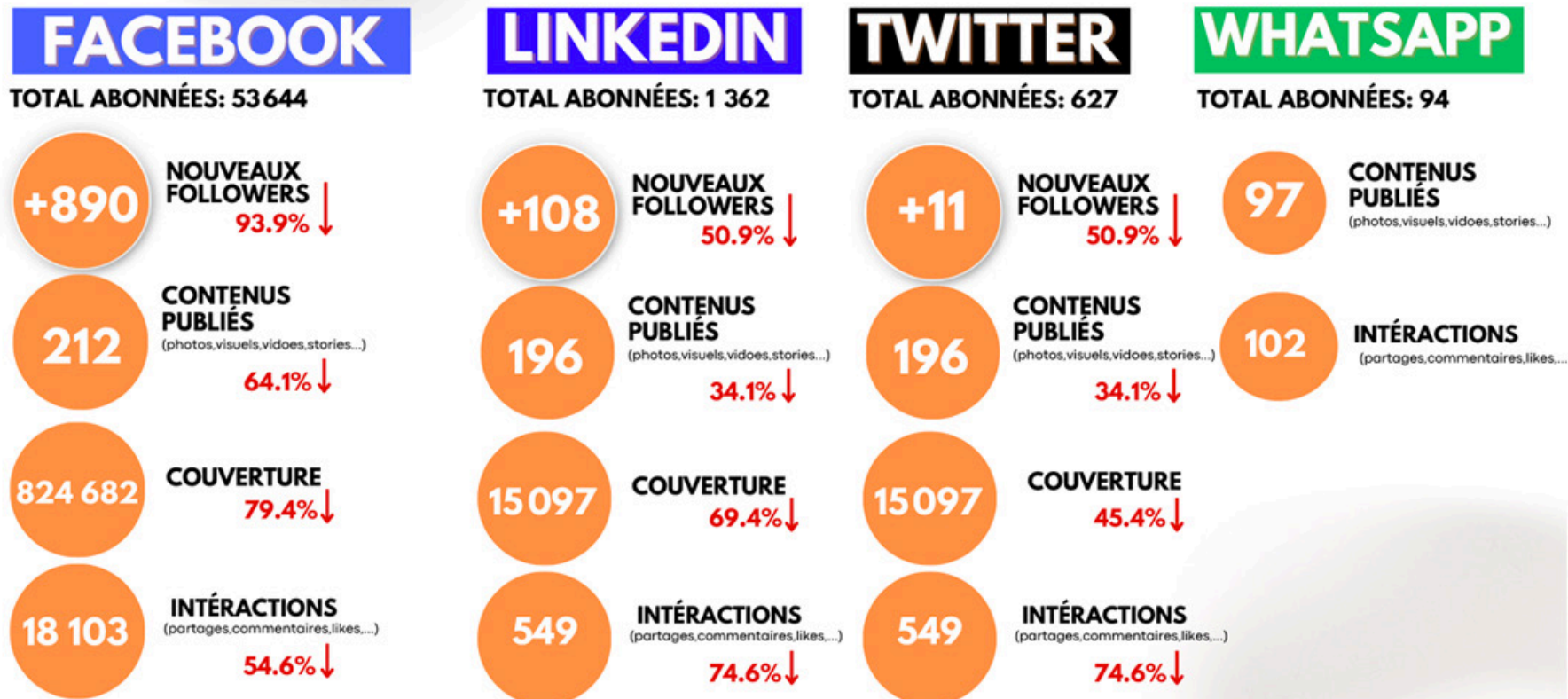
Dans le but d'offrir une traçabilité complète des requêtes et moderniser les échanges pour une gestion efficace des préoccupations, le Comité de Concertation Etat Secteur Privé (CCESP) a procédé à la mise en ligne officielle de sa plateforme digitale le mercredi 20 novembre 2024 à Abidjan Plateau.

Pour les opérateurs économiques et toute personne désireuse d'émettre une préoccupation, il suffit de taper www.ccespalecoute.ci. Cette innovation vise à centraliser ces préoccupations en vue de faciliter leur traitement par les Conseillers Techniques du Secrétariat Exécutif du CCESP.

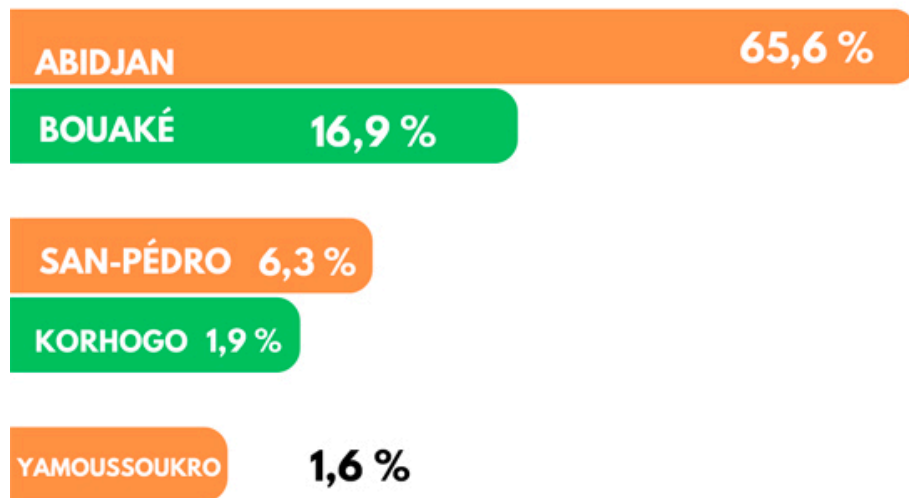
La cérémonie officielle de lancement s'est déroulée en présence des journalistes et des représentants des tutelles du SE-CCESP, en l'occurrence, le Ministère des Finances et du Budget et celui du Commerce et de l'Industrie.



RESULTATS 2024



Taille, localisation et genre de l'audience



À L'INTERNATIONAL



CHIFFRES MARQUANTS

L'activité B4GENDER:Table Ronde a été celle qui a plus eu de portée



322 567

Couverture

121

Commentaires

207

Partages

3 753

J'aime

Chiffre basé sur le calcul de nos réseaux sociaux

PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS DES PARTENAIRES

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
SECTEUR PRIVÉ	Consultant & Business Development China Desk- Ambassade de Chine	Les jeudis de l'Innovation et de la Transformation	11 janvier 2024
	Consultant & Business Development China Desk- Ambassade de Chine	Panel « la Côte d'Ivoire et la Chine en 2024 »	11 janvier 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Cérémonie exceptionnelle de soutien à l'équipe nationale de football, les Éléphants de Côte d'Ivoire	12 Janvier 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Journée Économique Camerounaise	17 janvier 2024
	SEMEN Africa Consulting	Première édition du sommet sur l'investissement dans les systèmes de santé en Afrique (SISSA)	11 et 12 février 2024
	Centre d'Éducation pour une Société Durable (ESD)	Dialogue institutionnel pour la cohésion sociale	20 Mars 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Mission d'Affaires ivoiro-Américaine	27 mars 2024
	Centre d'Étude Perspectives	Club Prospective N°5 du Centre d'Étude Prospectives	12 Avril 2024
	Chambre de Commerce Européenne (Eurocham)	Session d'information sur l'impact de l'intelligence artificielle générative sur les pratiques de management	17 avril 2024
	Expert Locale	Journées Nationales Métiers (JN Métiers)	18 et 19 Avril 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
SECTEUR PRIVÉ	Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI)	Edition 2024 de l'African Digital Week (ADW)	19 au 25 avril 2024
	Groupement des Artisanats Miniers de Côte d'Ivoire (GRAMCI)	Lancement officiel des activités du GRAMCI	20 avril 2024
	BLOOMFIELD Investment	conférence-débat Risque Pays Côte d'Ivoire 2024	25 avril 2024
	Chambre de Commerce Européenne (Eurocham)	Lancement des activités de la Commission des Affaires	25 avril 2024
	Chambre de Commerce Européenne (Eurocham)	Session d'information : l'ANARE présente son rapport d'activités 2022	29 avril 2024
	Business Network Africa – Côte d'Ivoire (BNACI)	Panel du Forum d'Affaires et de Coopération Économique Business Net Africa - Côte d'Ivoire	08 Mai 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Sommet d'Affaires de la Chambre de Commerce Inde Côte d'Ivoire (ICCI CI Business SUMMIT)	08 mai 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Meetup sur la transformation digitale	10 mai 2024
	Côte d'Ivoire PME (CI-PME)	les lundis de la formation et de la création d'entreprise	13 mai 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Atelier d'échanges-PEM-N'ZASSA	14 mai 2024
	Chambre de Commerce Européenne (Eurocham)	atelier de la Fresque du Climat du Programme «S'investir Durablement Ensemble»	21 Mai 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
SECTEUR PRIVÉ	Confédération des Petites et Moyennes Entreprises du BTP de Côte d'Ivoire (SYNEBACI)	cérémonie de kick off URBANIK 2024	29 mai 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Atelier sur l'IA dans le marketing digital	31 mai 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Gala des PME Prévente Exclusive	01 au 07 juin 2024
	Chambre de Commerce Européenne (Eurocham)	Cérémonie Clôture ACCG « Bonne gouvernance et Lutte Anti-Corruption »	07 juin 2024
	Chambre de Commerce Européenne (Eurocham)	Échanges, partage et discussions autour de la RSE	13 juin 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Rendez-vous des Douanes	13 juin 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Troisième édition d'Industrie Festival	14 juin 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Journées de la Diplomatie Ivoirienne	14 au 15 juin 2024
	Chambre de Commerce Européenne (Eurocham)	Réunion Task-Force du projet « S'Investir Durablement Ensemble »	18 juin 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Forum économique IVOIRO- BRITANNIQUE	24 juin 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
SECTEUR PRIVÉ	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Forum économique IVOIRO-ANGOLAIS	28 juin 2024
	ENDEAVOURMINING	Présentation du rapport de Développement Durable 2023	01 juillet 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Les matinales de la CCI-CI	04 juillet 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Rencontres d'Affaires entre les bureaux et services économiques des Ambassades accréditées en Côte d'Ivoire.	04 juillet 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Atelier sur la Cybersécurité	05 juillet 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Meetup d'information- programme accéléré de formation en anglais et séjour linguistique	09 juillet 2024
	ASCOM	Nomination et invitation aux ASCOM	11 juillet 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Séminaire des Élus de la mandature 2023-2029 de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire	11 et 13 Juillet 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Meet UP sur la propriété industrielle	01 août 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Rencontre d'information « INDONESIE 2024 »	09 août 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
SECTEUR PRIVÉ	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Forum des Licences de Marques	28 août 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Rencontre d'affaires avec des opérateurs économiques d'EGYPTE	02 septembre 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Salon International du Bâtiment et de la Construction (SIBAT MIXTE)	4&5 septembre 2024
	AMISTAD	4ème Forum Africain des Villes Durables (FORAVID) 2024	09 au 12 Octobre 2024
	ENDEAVOUR Mining	Enquête sur les priorités de développement durable	11 octobre 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Symposium de la médiation professionnelle	16 octobre 2024
	Chambre de Commerce Européenne (Eurocham)	Cocktail de bilan du projet «S'investir Durablement Ensemble»	17 octobre 2024
	ENDEAVOUR Mining	Cérémonie d' inauguration de la mine de Lafigué	19 octobre 2024
	Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI)	Journées Conseils PME à Bouaké	24 au 25 octobre 2024
	Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI)	Septième édition de la Finance S'Engage	31 oct.2024
S.I.M	Lancement officiel de « Ya du boulot au Pays »	31 oct.2024	

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
SECTEUR PRIVÉ	AFRICA PERSPECTIVES INSTITUT (API)	Colloque scientifique sur l'Économie Scolaire et Solidaire	4 et 5 Novembre 2024
	Petite Moyenne Entreprise (CI-PME)	PME Business Exchange Day	06 Novembre 2024
	Fédération Ivoirienne des Petites et Moyennes Entreprises (FIPME)	Cérémonie d'ouverture JNPPME 2024	07 novembre2024
	Fédération Ivoirienne des Petites et Moyennes Entreprises (FIPME)	Participation aux JNPPME 10 ^{ème} édition	07 et 08 novembre 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Journée Promotionnelle Economique de la CI aux Emirats Arabes Unis	11 novembre 2024
	Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI)	Présentation des résultats de l'étude sur la perception de l'environnement des affaires en Côte d'Ivoire	13 novembre 2024
	ESBC	Deuxième édition du West Africa SMEs Exhibition à Abidjan- CI	21 au 23 novembre 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Mission de prospection d'opérateurs économiques Turcs	22 novembre 2024
	Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI)	Invitation à la 12 ^{ème} édition de la CGECI ACADEMY	25 et 26 Novembre 2024
	Chambre de Commerce Européenne (EUROCHAM)	Invitation à la Deuxième édition du Task-Force du projet « s'Investir Ensemble Durablement »	27 novembre 2024
Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Cérémonie de lancement ECOWAS Agricultural Trade	27 novembre 2024	

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
SECTEUR PRIVÉ	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Congrès Africain du Tourisme Médical 2024	27 au 29 novembre 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Salon International des Ressources Extractives et Energétiques (SIREXE)	Du 27 nov au 02 déc 2024
	Organisation Japonaise du Commerce Extérieur (JETRO)	Conférence de presse sur le 3ème Forum économique Japon Afrique	4 décembre 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Invest Forum in TECH	05 et 06 décembre 2024
	Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	Cérémonie de remise de prix du concours Tremplin startup UEMOA- Edition 2024	05 décembre 2024
	Chambre de Commerce Européenne (EUROCHAM)	Atelier de sensibilisation ; Finance durable ; Finance verte et investissement Socialement responsable	10 décembre 2024
	Confédération des Petites et Moyennes Entreprises du BTP de Côte d'Ivoire (SYNEBACI)	Investiture du bureau de la Confédération des PME/PMI du BTP du Bas Sassandra	18 décembre 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	Programme Pays Renforcement des Capacités en Côte d'Ivoire (PPRC)	Formation des acteurs de la société civile sur les mécanismes de l'audit citoyen participatif	04-08 janvier 2024 à Bouaké 10-14 janvier 2024 à San-Pedro
	Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Réunion du groupe de travail sur l'examen des préoccupations des industriels liées à la hausse des tarifs de l'électricité	18 janvier 2024
	Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Cérémonie de lancement de la gestion du budgétaire 2024 du Ministère des Finances et du budget (MFB)	22 Février 2024
	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI)	Conférence de Presse-Bilan des activités du CEPICI	22 Février 2024
	Cellule d'Analyse des Politiques Économiques du CIRES (CAPEC)	Conférence internationale (Japan Corner) à l'Université Félix Houphouët Boigny de Cocody.	22 Février 2024
	Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI)	Atelier de planification opérationnelle du projet «Promotion des Réformes Économiques et Investissements (ProREI)»	27 Février 2024
	Conseil National des Exportations (CNE)	Atelier de lancement du projet FIT for FAIR	27 et 28 Février 2024
	Observatoire de l'Insertion Professionnelle des Diplômés de l'Enseignement Supérieur (OIPDES)	Cérémonie d'ouverture des «Journées de l'Étudiant et de l'Entreprise »	07 Mars 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI)	Atelier de validation du rapport final de l'étude relative à l'actualisation du PNRMN	07 Mars 2024
	Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI)	Atelier de renforcement des capacités des Gestionnaires de crédits du MFB sur la maîtrise du processus de passation et d'exécution des Marchés Publics dans le cadre du SIGOMAP V2	17 et 18 avril 2024
	MFB- Direction des Affaires Financières (DAF)	Séance de travail sur l'exécution des dépenses du Budget 2024 du MFB, au titre du 1er trimestre	24 avril 2024
	Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle (OIFI)	cérémonie de la Journée Mondiale de la Propriété Intellectuelle (JMPI)	26 avril 2024
	Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Atelier de validation du rapport provisoire de la Stratégie de Mobilisation des Recettes à Moyen Terme (SRMT)	29 avril au 04 mai 2024
	Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI)	Neuvièmes assises internationales du tourisme responsable	03 et 05 mai 2024
	Centre d'Etudes Prospectives (CEP)	Lancement du Master Exécutif en Relations Internationales et Politiques Globales de l'Université Swiss UMEF en partenariat avec le CEP	06 mai 2024
	Programme d'Appui à l'Amélioration du Climat des affaires en Côte d'Ivoire (PACA-CI)	Première réunion 2024 du Comité Technique de Suivi (CTS) du PACA-CI	07 mai 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Huitième édition du Forum International des partenariats public-privé de la Commission des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU)	8 au 10 mai 2024
	Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI)	Cérémonie de lancement du Programme DAICE	13 mai 2024
	Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Atelier de promotion de l'affacturage dans les États Membres de l'UMOA	16 Mai 2024
	Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Dialogue sur la Stratégie Nationale de Mobilisation des Recettes à Moyen Terme (SRMT)	21 mai 2024
	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI)	Atelier portant Code des investissements	22 au 24 mai 2024
	Direction des affaires Financières-MFB	Journée de sensibilisation des Gestionnaires de Crédits sur les procédures de demande d'abonnement et de suivi de la gestion du parc automobile du Ministère	23 mai 2024
	Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG)	Conférence de presse « Les Rendez-vous du Gouvernement	6 juin 2024
	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI)	Forum invest in COMOE	14 au 15 juin 2024
	Programme d'Appui à l'Amélioration du Climat des affaires en Côte d'Ivoire (PACA-CI)	Session d'échanges portant sur les enjeux et les défis de l'autonomisation économique des femmes oeuvrant dans l'entrepreneuriat	19 juin 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI)	Atelier national de restitution des groupes de travail paritaires	20 juin 2024
	Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Présentation du 14ème rapport de la Banque Mondiale sur la situation économique de la Côte d'Ivoire	28 juin 2024
	Direction Général de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (DGSAH)	Atelier sur la stratégie nationale de promotion de l'économie Sociale et Solidaire (ESS) en Côte d'Ivoire	03 Juillet 2024
	Ministère des Affaires Étrangère, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur (MAEIAIE)	Rencontre d'affaires entre les bureaux et services économiques des Ambassades accréditées en Côte d'Ivoire et le secteur privé	04 juillet 2024
	Ministère des Affaires Étrangère, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur (MAEIAIE)	Première Réunion du Comité de Suivi et d'Évaluation de Protocole d'Entente au titre de l'année 2024	11 Juillet 2024
	Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI)	Journées de renforcement du partenariat Recherche-Industrie	11 Juillet 2024
	Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Parrainage de la commémoration de la Journée Mondiale de Lutte contre la Traite des Personnes	30 juillet 2024
	DAF-MFB	Conférence budgétaire 2024	02 août 2024
	Ministère Mines, Pétroles et Énergies (MMPE)	Atelier pour l'élaboration du Draft 2 du Code minier nouveau	4 au 6 sept. 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	Ministère d'État, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	Cérémonie de lancement de l'enquête nationale annuelle sur la qualité du service public et la satisfaction des usagers-clients (ENQSP) 2024	6 septembre 2024
	Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement	Atelier de lancement de la Revue globale du PND 2021-2025	6 septembre 2024
	Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement (MEPD)	Atelier de lancement de la Revue globale du PND 2021-2025	6 septembre 2024
	SE-PDESFI	Atelier de formation et de sensibilisation sur les assurances obligatoires	12 septembre 2024
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)	Atelier de restitution du Rapport de recherche appliquée au secteur de l'Électricité	12 septembre 2024
	Association Ivoirienne des intervenants chargés de la Sécurité et santé au Travail (AICST)	Journée Nationale de la sécurité et Santé au Travail (JNSST)	14 septembre 2024
	Commission d'Accès à l'Information d'intérêt public et aux Documents Publics (CAIDP)	Mission de prospection multisectorielle en Côte d'Ivoire	27 septembre 2024
	Conseil Café-Cacao	Neuvième édition des Journées Nationales du Conseil Café Cacao	28 sept 30 sept. 2024
	Cellule d'Analyse Politique Économique (CAPEC)	Festivités du 30ème anniversaire de la CAPEC et 10ème sommet des Think Tanks	8 au 10 octobre 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	Programme Pays de Renforcement des Capacités (PPRC)	Restitution du rapport d'évaluation des capacités pour la mise en œuvre du Plan de l'Union Africaine pour la relance de l'économie verte (AU-GRAP)	14 au 15 octobre 2024
	Conseil Nationale d'Exportations (CNE)	Réunion technique sur l'état des lieux du cadre national	15 au 17 octobre 2024
	Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique (MPJIPSC)	Lancement officiel des afterworks sectoriels avec le secteur privé	22 oct.2024
	Université de San Pedro	Colloque à l'Université de San Pedro sur le Développement Durable	23 au 26 octobre 2024
	Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI)	Deuxième édition du Forum des Jeunes Leader de l'Économie sociale et solidaire	29 au 31 Octobre 2024
	Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Septième édition de « La Finance s'Engage »	31 octobre 2024
	Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI)	Atelier de planification pour l'élaboration des projets de réformes du renforcement du dispositif légale et réglementaire de l'initiative PROREI	31 octobre 2024
	Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI)	Atelier de lancement des travaux en commissions de validation du projet Cadre Stratégique National de l'Investissement privé (CASNIP)	4 au 6 Novembre 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	CAPEC	Forum Evidence- Policy- Action (EPA) 2024	6 au 7 Novembre 2024
	Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Séminaire d'élaboration d'une cartographie des indicateurs statistique du Ministère des Finances et du budget	04 au 08 Novembre 2024
	Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Participation aux JNPPME 10 ^{ème} édition	07 et 08 novembre 2024
	Banque Nationale d'Investissement (BNI)	Cérémonie de lancement des offres Leasing	12 Novembre 2024
	Direction Générale des Moyens Généraux (DGMG)	Atelier d'examen du draft 2 en vue de l'élaboration du draft 3 final du code Minier	21 au 22 Novembre 2024
	CEPICI	SELAB LIVESTOCK SHOW 2024	22, 23 et 24 Novembre.2024
	Chambre Nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire (CNACI)	Quatrième édition de la foire « au carrefour du terroir (ACAT) 2024	28 Novembre Au 2 décembre 2024
	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH)	Atelier de validation du plan d'action sur les mesures de promotion des investissements aquacoles	02 au 03 décembre 2024
	Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement	Réunion de concertation préparatoire de la session du Comité des Experts statutaire de l'UEMOA	5 décembre 2024

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	Ministère du Commerce et de l'Industrie	Atelier de validation du mode opératoire pour l'application du décret n°2024-381 concernant les acteurs du commerce électronique	11 décembre 2024
	Agence de Promotion et d'Inclusion Financière (APIF-CI)	Invitation à la cérémonie de lancement de la campagne de renforcement de capacités des femmes entrepreneures en éducation financière et à l'utilisation des services financiers numériques	12 décembre 2024



ENSEMBLE POUR UNE ÉCONOMIE PERFORMANTE

	PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATE
PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS	Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle (OIPI)	Journées Ivoiriennes de la Propriété Intellectuelle et de l'Innovation, 16 au 18 décembre 2024, CRRRAE-UMOA, Abidjan- Plateau	16 au 18 décembre 2024
	UNGC (Pacte Mondial des Nations Unies)	Cérémonie de clôture du programme fondement de la durabilité d'entreprises	23 avril 2024
	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	Journée du Secteur Privé, 2ème édition	02 Juillet 2024
	ONU Femmes Côte d'Ivoire	Séminaire National de formation sur les opportunités, défis et solutions des femmes entrepreneures dans le cadre des échanges commerciaux des espaces transfrontaliers	08-09 Juillet 2024
	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	Célébration en Côte d'Ivoire, du 30ème anniversaire de l'UEMOA	23 Juillet 2024
	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	Atelier de consultations nationales sur la stratégie du Hub IA pour le développement durable	2 octobre 2024
	Gsef Pôle JeunESS	Deuxième édition du Forum de Jeunes Leaders de l'Économie sociale et Solidaire	29 au 31 oct. 2024
	Ambassade d'Italie en CI	Semaine de la cuisine italienne	22 novembre 2024

05

PROMOTION DU DIALOGUE PUBLIC PRIVÉ EN AFRIQUE

Visite du Comité de Concertation Etat Secteur Privé du Togo du 28 octobre au 1er novembre 2024.

Dans le cadre de la coopération entre la République de Côte d'Ivoire et la République togolaise, une délégation du CCESP Togo s'est rendu en Côte d'Ivoire, pour une visite d'échanges et d'étude.

Ce parcours d'immersion a eu pour objectif général de s'imprégner du vécu et de la pratique du dialogue public privé en Côte d'Ivoire, de documenter les bonnes pratiques qui ont produit de bons résultats dans l'environnement ivoirien et de renforcer les liens entre les deux parties et développer des synergies sur des sujets d'intérêt commun.

Au cours de ce voyage , l'agenda a été meublé par :

- Visite à l'ambassade ;
- Réunion de cadrage ;
- Partage d'expérience entre les deux CCESP ;
- Atelier sur les échanges économiques entre la CI et le Togo et Défis et communautaires ;
- Rencontres entre les différentes faitières et organisations du secteur privées des deux pays.





Suivi de la Stratégie régionale de DPP

L'optimisation des contributions financières et non financières du secteur privé au développement durable nécessite une coopération constructive entre le public et privé, ainsi qu'avec les acteurs de société civile.

Voilà pourquoi consciente de ces enjeux, la Commission de l'UEMOA a soutenu l'organisation des Journées Nationales du Partenariat Etat – Secteur Privé en Côte d'Ivoire de 2014 à 2023.

Sur la base des constats faits, la Commission de l'UEMOA a fait adopter par le Conseil des Ministres Statutaires en 2019, une initiative régionale pour l'amélioration du climat des affaires avec pour objectif d'améliorer la disponibilité de l'information et surtout de faciliter le dialogue entre le secteur public et le secteur privé à travers la mise en place d'une plateforme collaborative sous régionale de DPP.

Un rapport d'état des lieux des cadres de dialogue public privé au niveau des huit pays membres de l'UEMOA a permis de dresser les axes principaux d'une stratégie régionale de

DPP à Ouagadougou lors d'un atelier du 20 au 22 octobre 2021. Ledit document a été soumis et approuvé par les Ministres chargés du secteur le 1er octobre 2024.

Dans l'agenda de la stratégie, une réunion a été organisée le 05 décembre 2024 par Direction Générale de l'Economie en vue de l'examen du projet de décision portant adoption de la stratégie de promotion du dialogue public privé dans l'espace UEMOA 2025-2030.

La rencontre visait à se rassurer de la pleine implication des parties ivoiriennes dans l'élaboration dudit document. Le projet sera soumis à la validation des ministres de l'UEMOA pour adoption.

En guise de rappel, la stratégie sous régionale vise entre autres, à mettre en place au niveau communautaire, un cadre juridique et institutionnel de DPP souple avec des critères d'interopérabilité ; améliorer les cadres nationaux de DPP et faciliter le partage d'expériences.

PERSPECTIVES 2025 :

L'année 2025 qui démarre, verra le renforcement de la dynamique d'animation du Dialogue Public Privé, ainsi que la réalisation de nombreux chantiers au sein du SE-CCESP.

Ainsi,

- la prise en charge des préoccupations du Secteur Privé sera renforcée à travers le portail le CCESP A L'ECOUTE (lancé le 20 novembre dernier) ;
- la qualité du partenariat Etat Secteur Privé sera à nouveau au centre des discussions lors de la septième édition de la Journée Nationale de Partenariat Etat Secteur Privé ;
- le processus des Rencontres Sectoriels démarré en 2014 sera évalué pour apprécier les points forts et ceux à consolider ;
- l'animation des Comités Locaux de Concertation Etat Secteur Privé à Bouaké, Korhogo et San Pédro sera accélérée avec la réalisation des différents plans d'actions et l'organisation d'ateliers nationaux sur des problématiques du Secteur Privé local ;
- le suivi de l'environnement des affaires sera effectif avec la mise en place de baromètre pour le suivi du climat des affaires à Bouaké, Korhogo et San Pédro et la réalisation d'une enquête d'opinion sur les réformes portant sur le développement du Secteur Privé ;
- la contribution à la politique de développement du Secteur Privé sera marquée par l'organisation de réflexions sur les délais de paiement interprofessionnels ;
- la contribution des Organisations Patronales du Secteur Privé au Dialogue Public Privé sera renforcée grâce au vaste programme de renforcement de capacité à Abidjan et dans les pôles de Bouaké, San Pédro et Korhogo ;
- la communication du CCESP à l'endroit des parties prenantes sera améliorée et plus visible à travers les nombreux outils du CCESP ;
- la promotion du Dialogue Public Régional sera davantage renforcée à travers le raffermissement des interactions avec les partenaires des pays de l'UEMOA et de l'Afrique en général.



CONCLUSION

L'année 2024 a été l'occasion pour le Comité de Concertation Etat / Secteur Privé (SE-CCESP) de poursuivre la dynamique de consolidation des interactions entre les pouvoirs publics et les milieux d'affaires aussi bien au niveau central, sectoriel que local.

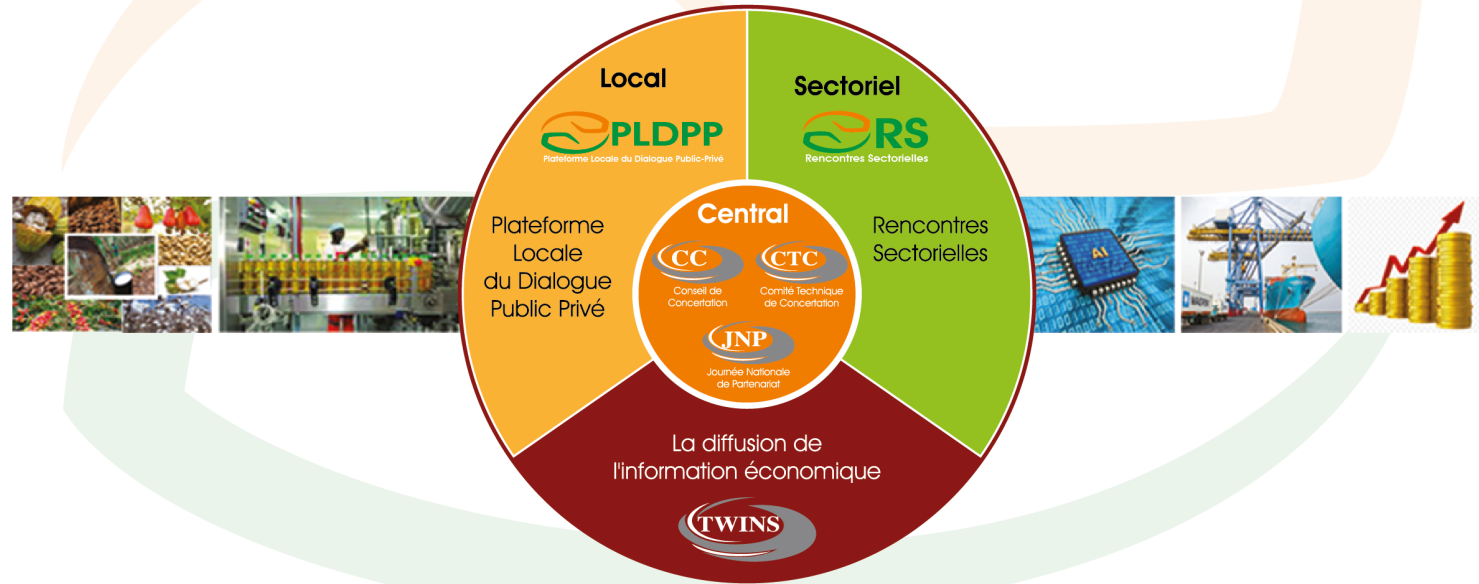
Sous l'impulsion du Comité de Concertation Etat / Secteur Privé (CCESP), le Dialogue Public Privé en 2024 s'est enrichi de partenariats stratégiques, des collaborations fécondes et de partages d'expériences instructifs qui ont renforcé davantage sa contribution dans l'amélioration du climat des affaires.

Pour 2025, le SE-CCESP entend accélérer la dynamique pour un Dialogue Public Privé renforcé au service d'une économie ivoirienne encore plus performante.



ENSEMBLE POUR UNE ÉCONOMIE PERFORMANTE

Au service du développement du secteur privé par son action de médiation au niveau :



Secrétariat Exécutif

+225 27 20 242 056 - +225 27 20 242 057

comiteconcertation@yahoo.fr



ccespalecoute.ci



www.ccesp.ci



République de Côte d'Ivoire
Union - Discipline - Travail



Secrétariat Exécutif

+225 27 20 242 056

+225 27 20 242 057

comiteconcertation@yahoo.fr

ccespalecoute.ci

www.ccesp.ci